

n° 754 — 4 F

DU 22 AU 26 SEPT. 1977

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE

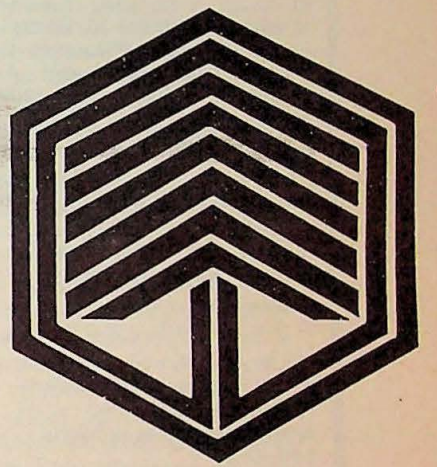
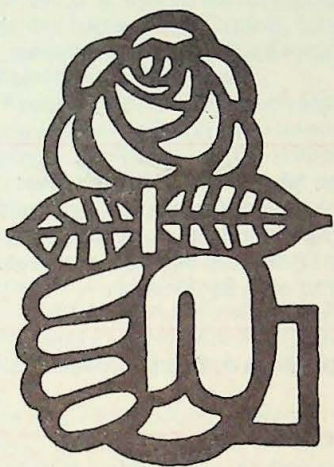
DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste



**sommet
de la
gauche**

L'ENJEU

Directeur politique :
Alain Tlemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rédacteur en chef adjoint :
Claude Deslhiat.

Rubriques :

- Où va la France ? Léo Golberg.
- Injustice : Michel Etienne
- Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
- Lutttes en classes : Stéphan Lyllan
- Les choses de la ville : Jean-François Thoraval
- Pourtant, elle tourne : Bernard Ravenel
- Les exclus de l'intérieur : Dominique Lambert, Michel Camouis
- Garde-à-vous-même : Georges Yverres
- Les armes de la critique : Marion Lay

Collaborateurs permanents :
G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Julien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan.

Dessinateurs :
J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé

Maquette Collaboration technique :
Max Pagis

Secrétariat - Documentation :
Marie-Françoise Chailleux

Promotion :
S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin
9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64
Administration et publicité : 566-45-37

Commission paritaire : 50360.
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :
Informatic Press. Tél. : 254-71-18,
Saint-Ouen.

Abonnement : 130 F pour un an ; 70 F pour six mois. Soutien : 200 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

- Sommet de la gauche : l'enjeu
L'unité, ses contradictions et ses suites. *S. Depaquit* P. 4-5
Actualisation du Programme commun. Le vrai débat. *V. Fay* P. 6
L'enjeu économique de 78. Nationalisations et autogestion. Les propositions du PSU. *Y. Barou et B. Billaudot* P. 7-8

Tribune libre

- M. Haby n'a pas changé ; nous non plus. *P. Beghain, secrétaire national du SGEN-CFDT* P. 9

Le pire

- Ecologistes : des responsabilités à prendre. *M. Mousel* P. 10
Sacré Arthur ! *Cl. Deslhiat* P. 11

Briser la chaîne

- Lip : s'ils échouaient. *Ch. Piaget* P. 12

Et pourtant elle tourne

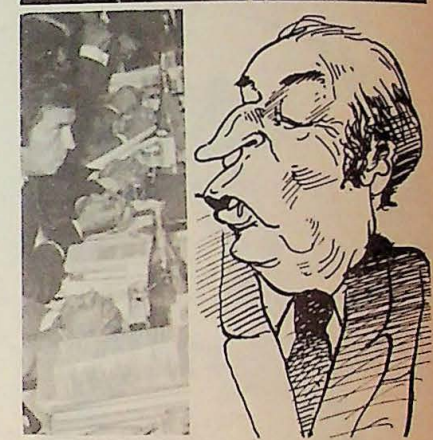
- Le jubilé de M. Smith. *A. Chataignier* P. 13

Les armes de la critique

- SF-business. *B. Blanc* P. 13

La télé

- Points de vue, *R. Lanarche* P. 15



calendrier politique

● **Judi 22 septembre (Montpellier) :** projection du film « Nucléaire, danger immédiat », suivie d'un débat à l'initiative du comité « Après Malville » (Ostal, 23, rue de la Providence). La projection aura lieu au Pavillon populaire, à 17 h 30 et 21 h.

● **Samedi 24 et dimanche 25 septembre (Les Marchis, Charente) :** grande fête populaire organisée par le « Comité de défense des Marchis ». Le Comité, qui a assuré la défense des intérêts des fermiers, au terme de trois ans d'efforts, a obtenu gain de cause : le tribunal paritaire et la préfecture ont été amenés à accorder le maintien en place des travailleurs agricoles. Aussi, les 24 et 25, la fête sera celle des travailleurs. Ennuis et réjouissances se diront en chansons, théâtre, poésie. Programme : samedi 24 ; « Village à vendre », cinq scènes sur l'évolution de la vie dans nos villages par les Pibolous (sur la place de Courcôme, en plein air, entrée gratuite). Dimanche 25 : à partir de 11 h, chants populaires, stands, librairie,

pique-nique, sketches. Pour s'y rendre, à Ruffec, prendre la route d'Aigre.

● **Samedi 24 et dimanche 25 septembre (Paris 5^e) :** 48 h de mobilisation à l'initiative de l'Association des Kanaks en France (12, rue des Ecoles, 75005 Paris), date anniversaire de la prise de possession de la Nouvelle Calédonie par la France.

● **Mercredi 28 septembre (Le Havre) :** réunion d'information organisée par le collectif « Désobéissance civile », (153, boulevard de Strasbourg, 20 h 30).

● **Vendredi 30 septembre (Evreux) :** « Cinq heures sur le nucléaire », Bourse du travail de 18 h à 23 h, avec la participation de Michel Mousel, secrétaire national du PSU et de Vincent Comparat, scientifique. Programme : 18 h-20 h, animation des stands des organisations participantes : CFDT, PS, LCR, Union des consommateurs, Association « La Cecilia », les Amis de la terre d'Evreux... ; 20 h-21 h : buffet campa-

gnard autogéré et animé par le groupe folk « Les charcutiers-métréurs » ; 21 h : « Le PSU et le nucléaire » ; 22 h 30 : soirée folk.

● **Samedi 1^{er} octobre (Valence) :** fête organisée par la fédération PSU, au Palais de la Foire. Programme : après-midi, spectacle jazz rock ; « Les Péquellous », orchestre de variétés, animera l'après-midi dansante ; il y aura également l'Atelier-théâtre du Polygone avec « La révolte des paysans de Brouti ». Le soir : Jacques Serre, chanteur compositeur, « La lusette » (folk et bal). Nombreux débats : sur l'énergie, avec des films : « Nucléaire,

danger immédiat », sur l'immigration, sur santé et société (santé et travail, nucléaire et prévention), sur les LIP, avec la présence d'une délégation de Palente.

● **Samedi 8 octobre :** gigantesque fête organisée par la section du Havre du PSU (sous chapiteau géant, place Gambetta). Avec Henri Tachan, Patrick Abrial, Toto Bis-sainthe (chanteuse des révoltes haïtiennes), Santhados, D. Dehayes et T. Karfrieden accompagnés par Amalgame. Débats (locaux, nationaux, internationaux) avec la présence de personnalités.

à nos correspondants :

Nos correspondants, tant à Paris qu'en province, sont priés de bien vouloir nous faire parvenir toutes les informations concernant la rubri-

que « calendrier », au plus tard le mardi. Tribune socialiste, rédaction, 9, rue Borromée, 75015 Paris. Tél. : 566-45-64.



à nos lecteurs

Durant la longue, peut-être trop longue interruption de l'été, *Tribune socialiste* a essayé de préparer la rentrée. Nous avons, dans les derniers numéros qui précédaient les vacances, fait part à nos lecteurs des difficultés financières rencontrées par notre hebdomadaire. Elles ne sont pas aujourd'hui résolues, loin s'en faut. Ce qui explique que nous soyons dans l'obligation de paraître sur une pagination considérablement réduite par rapport aux vingt-quatre pages auxquelles les lecteurs de *TS* étaient habitués. Cette pagination, nous serons obligés de la maintenir tant que l'effort conjugué de l'ensemble de nos lecteurs et, en particulier de ceux qui sont des militants du PSU, n'aura pas été suffisant pour nous permettre de retrouver un rythme normal. En attendant, l'administration de *TS* a procédé de manière draconienne, à une réévaluation des coûts de fabrication du journal. Les résultats obtenus permettront de réaliser quelques économies. Insuffisantes toutefois pour que *TS* vive pleinement : c'est-à-dire se développe. Dans le même temps, l'équipe de rédaction s'est employée, sans bouleversements fondamentaux, à repenser la forme et le contenu du journal. Le début du mois d'octobre coïncidera avec quelques changements dans la présentation. Il restera à nos lecteurs à nous faire part de leurs remarques et suggestions. ■

éditorial

l'effet Robert Fabre

LE coup d'éclat de Robert Fabre a eu le mérite de projeter une grande clarté sur les contradictions internes du Programme commun et à l'alliance qu'il symbolise. Il est vrai que le PCF en demandant l'extension des nationalisations, le resserrement de la hiérarchie des salaires et quelques autres modifications mettait en péril le fragile équilibre sur lequel reposait le compromis scellé en 1972. Il servait de révélateur aux conflits latents entre des forces dont l'union, laborieusement échafaudée, ne saurait masquer bien longtemps les oppositions d'intérêts et d'objectifs.

Des millions de Français ont pu s'en convaincre en écoutant Robert Fabre au soir du premier « sommet » : par-delà la manœuvre politicienne, la volonté de défendre « les intérêts privés » contre toute menace s'affirmait déterminante. Nous ne sommes pas ici de ceux pour qui la frontière de classe passe entre le Mouvement des radicaux de gauche et les autres partenaires du Programme commun. Il est très probable que le président de MRG a ravi à d'autres l'initiative d'une rupture — provisoire — destinée à reprendre le contrôle des opérations après la vive campagne du PCF.

D'autres surprises peuvent d'ailleurs survenir dans cette partie de poker qu'ont engagée les partis de l'Union de la gauche.

MAIS cette « péripétie » aura été fort instructive. Elle constitue une véritable préfiguration de ce qui se produirait si le jeu politique restait dominé par ses acteurs actuels.

Ce sont les masses qui feraient les frais des compromis de sommet. La petite guerre « à froid » que viennent de se livrer les états majors va se solder par un recul dans la définition des objectifs communs aux partis de l'Union de la gauche et, du même coup, elle

risque de porter atteinte à la dynamique qui a, jusqu'à présent, assuré leur progrès.

Les militants et sympathisants du PSU verront dans les événements de la dernière semaine une confirmation de nos analyses et une initiation à poursuivre la politique de rassemblement de toutes les forces autogestionnaires dans le cadre de notre démarche unitaire.

La nécessité de construire l'unité sur les bases clairement anticapitalistes peut être aujourd'hui plus facilement perçue par de nombreux travailleurs qui viennent de faire l'expérience de l'ambiguïté et des contradictions propres à la stratégie des partis de l'Union de la gauche.

A partir de cette expérience, ils peuvent également être plus sensibles aux thèmes que nous développons dans notre campagne « vivre, produire et travailler autrement ».

NOUS le disions dans la résolution votée lors d'une précédente réunion de la Direction politique nationale : une telle campagne vise à répondre à la question que les travailleurs se posent : que doit nous apporter une victoire de la gauche ?

Entre cette campagne, le débat unitaire avec l'ensemble des forces du mouvement ouvrier, la préparation d'une nouvelle session des Etats généraux de l'autogestion et celle des législatives, il y a une étroite liaison. Il ne s'agit pas de démarches séparées, mais d'une action continue, même si elle est diversifiée. Dans tous ces moments, cette action a pour objet de renforcer le courant autogestionnaire pour aboutir à une nouvelle unité capable de conduire à une véritable transformation sociale et non à un replâtrage du système actuel.

Victor LEDUC ■

humeur : on arrête parfois le progrès

Vialas (Lozère), le 19 septembre.

Samedi sur France-Inter, j'ai cru un instant à la révolution, à une révolte des techniciens et des journalistes. Cette radio diffusait et rediffusait une interview de Raymond Barre. Un vrai délice : au milieu des sifflements on comprenait vaguement que le Premier ministre était allé aux Etats-Unis, que Jimmy Carter allait très bien et qu'il aimait beaucoup les Français. Le reste, si par hasard il y avait un reste, se perdait dans une incroyable bouillie. Et il a fallu une saute de vent, éloignant un instant le bruit du torrent, pour que j'ai l'impression qu'il dise aussi, le Barre, que le *couac* de la gauche, il l'avait toujours pressenti.

Et sur un ton triomphant, le journaliste de service nous a servi une tranche encore plus inaudible. C'était bien la révolte, le sabotage, pensais-je, prêt à revenir à Paris d'urgence.

La réalité me retint : ce que j'entendais n'était qu'une interview réalisée la veille et en direct à bord de Concorde. Plus exactement : faute d'avoir passionné les foules avec son voyage à Washington, Raymond Barre avait lu une déclaration en volant à Mach 2... une heure avant d'arriver à Paris. Ça c'est du journalisme coco : quand la soupe est fade on met n'importe quoi dedans. Et puis, n'est-ce pas, puisqu'on peut causer en direct d'un Concorde, c'est la preuve que c'est un bon avion et que les Américains ne sont que des envieux.

Les pauvres cireurs de botte de France-Inter ne savent plus quoi faire pour changer la sauce à laquelle ils assaisonnent le personnel politique. Faut dire que depuis quinze jours ils ont fait défiler vingt et un ministres et responsables majoritaires. Le palais de l'auditeur fini par se gâter. Pour tenir jusqu'à mars 1978, ils vont avoir recours à l'électrochoc.

Médecin va bientôt répondre aux questions sur le tourisme au cours d'une plongée dans la baie polluée de Nice ou aux côtés des excavatrices qui creusent le littoral de son département pour faire un nouvel aéroport. Les jour-

nalistes n'auront plus qu'à mettre des paroles dans les bulles. Quand il aura fini on le prendra en direct, jurant et pestant en train de trier ses archives photographiques, c'est-à-dire en train de jeter au pilon toutes celles qui le montrent en plus ou moins bonne compagnie.

Christian Bonnet sera interrogé pendant une grosse manif à bavures et Monory, de l'industrie, nous entretiendra en direct des dangers de la nationalisation sous la porte de changement d'un haut-fourneau. Faudra tendre l'oreille, mais quel vécu, coco !

Le sous-ministre de la Jeunesse et des Sports dont j'ai oublié le nom, tellement il fait de bruit sur les stades, nous parlera de la nécessité d'emmerder les vélomoteurs plutôt que les bagnoles, à cheval sur un gros cube de compétition.

Et Peyrefitte, le mâle français, nous tirera des larmes d'humanisme en nous promettant la suppression de la peine de mort pour l'an 2 000, à 4 h du matin, dans la cour de la prison de Fresnes ou des Baumettes.

Pour faire plus humain, Giscard abandonnera son coin du feu trop bourgeois, et sur les coups de sept heures du matin France-Inter nous le livrera avec le bourdonnement de son rasoir électrique, les clapotis de sa baignoire et pour finir il tirera la chaîne. De quoi rassurer dans les chaumières.

Quant à Simone Veil on la retrouvera un jour ou l'autre sur une croisière antitabac de France-Inter, ou bien louant la santé des Français en se faisant opérer de l'appendicite pour la deuxième fois.

Un seul ministre aura du mal à faire du son : ce pauvre d'Ornano. Car pour trouver un endroit de France où sa voix triomphante sera presque couverte par les cris des oiseaux, il va falloir chercher dur. Il ne lui reste qu'un espoir : qu'une centrale nucléaire explose... on l'enverra faire le reportage, ce qui lui permettra d'expliquer qu'à l'avenir la France prendra toutes les précautions.

Tout cela pour prouver qu'il n'y a pas que les ânes qui ont besoin de son.

C.-M. VADROT ■

où va la France?

l'union, ses contradictions et ses suites

La première crise gouvernementale du cartel des gauches n'a pas attendu la sanction électorale de mars 78 pour éclater. Mais cette « répétition générale » ne saurait pourtant se prolonger sans entraîner une remise en cause de la stratégie électorale des deux principaux signataires du Programme commun. Nous n'en sommes pas là; les trois délégations vont donc terminer l'actualisation du programme de 1972.

Ce qui n'exclut évidemment pas les péripéties et les « gestes » qu'exige un bon usage des règles de l'Etat-spectacle. Dans les faits, c'est pourtant le scénario implicite à la polémique ouverte par le PCF qui devrait s'appliquer. Car l'apparence est ici trompeuse; le PCF ne cherche certainement pas à imposer un « programme communiste » à ses partenaires comme le soutient François Mitterrand (qui n'est d'ailleurs pas dupe), mais à se démarquer le plus nettement possible du Parti socialiste.

Dans cette optique, l'actualisation doit avant tout permettre une présentation des diverses positions, la mise en relief des divergences étant bien soulignées devant l'opinion. Cette étape étant franchie (elle l'est semble-t-il aujourd'hui), quelques concessions réciproques sur des points d'importance variable permettraient de parvenir à un texte minimum, sans doute fort proche sur le fond des propositions socialistes. Celui-ci serait alors renvoyé devant les instances nationales de chaque parti; on peut imaginer que le comité central du

rand, la gauche ne se regroupera plus derrière un chef unique comme en 1974. Il y va de l'électorat communiste et donc de l'avenir du PCF. A l'évidence, la leçon a été dégagée, on le constate aujourd'hui dans la préparation de l'affrontement électoral de l'an prochain; un gouvernement de gauche en serait lui aussi profondément marqué, le PCF prévoyant de présenter son propre candidat lors des prochaines élections présidentielles.

des contradictions... mais plus de tabous

Certes, le scénario de l'actualisation peut s'écarter sensiblement du schéma ici esquissé; mais les contraintes de la situation politique ne laissent à chaque parti qu'une faible marge de manœuvre.

La première de ces contraintes tient à l'existence même de l'unité: pour chacun des deux principaux partenaires une rupture, à sept mois des élections, serait électoralement suicidaire (un accord de désistement est au minimum nécessaire... et sans doute insuffisant pour assurer de bons reports de voix au second tour).

Mais l'ambiguïté (implicite dans l'accord de 1972) demeure entre la prise en compte des revendications populaires et les simples perspectives de replâtrage du système. Le PSU qui reconnaissait en 72 l'importance de l'acte unitaire avait néanmoins souligné la profonde contradiction qui rendait impossible la signature d'un tel accord. Le texte du *Manifeste de Toulouse* (1) en fait foi. Pendant des années ce débat a été particulièrement difficile à ouvrir sans constamment risquer de glisser dans la marginalisation. Aujourd'hui la contradiction est sur la place publique et les contenus du Programme commun ne font plus figure de tabous.

Les militants du courant autogestionnaire doivent le comprendre et se saisir de cette situation pour affirmer la présence de leurs idées dans la construction d'une véritable unité populaire.

La contrainte unitaire n'est cependant pas seule à peser sur la conduite des partis de gauche; la situation économique internationale et les institutions de la V^e République par exemple conditionnent largement la démarche de chaque formation.

« la ligne Soarès »

Ainsi en est-il de la question soulevée par le CERES: la « ligne Soarès » ne constitue-t-elle pas aujourd'hui la menace la plus pressante contre une expérience de gauche en France?



La négociation entre communistes, socialistes et radicaux a donc repris mercredi 21 septembre au siège du comité central du PCF. Elle n'avait à vrai dire jamais cessé. Depuis la colère feinte et calculée de Robert Fabre lors du premier sommet (14 septembre), les discussions et les réajustements sont allés bon train. Le week-end a été laborieux. A l'issue du show télévisé de Georges Marchais et de Robert Fabre sur TF 1, au soir de la « rupture », le secrétaire général du Parti communiste avait renouvelé, en termes on ne peut plus précis, au leader des radicaux, les propositions faites publiquement par le bureau politique de son parti. C'est à Charles Fiterman, véritable n° 2 place du colonel Fabien, que fut confiée la charge de « résorber » le différend. Changeant son fusil d'épaule, le Parti communiste donnait, et dans *l'Humanité* et à travers ses déclarations, tous les

D'où vient un tel projet dans les conditions spécifiques de la France? Deux origines sont probablement à distinguer. L'une tient aux réponses que la social-démocratie entend apporter à la crise, l'autre à la dualité de pouvoirs qui résulterait d'une victoire de la gauche entre la nouvelle majorité et un président lui-même élu au suffrage universel.

La crise économique conduit la social-démocratie à édulcorer les contenus revendicatifs d'un programme conçu dans une période d'expansion ainsi qu'à en diluer les réformes de structures afin de ne pas bouleverser les équilibres du système et laisser intactes les chances d'un nouveau « contrat social ». Celui-ci devra même être négocié rapidement, la situation économique héritée du plan Barre exigeant dans un premier temps une certaine dose de relance par la consommation. Mais la menace inflationniste deviendra très vite la hantise d'un gouvernement socialiste qui ne songera plus alors qu'à serrer les freins de la revendication salariale.

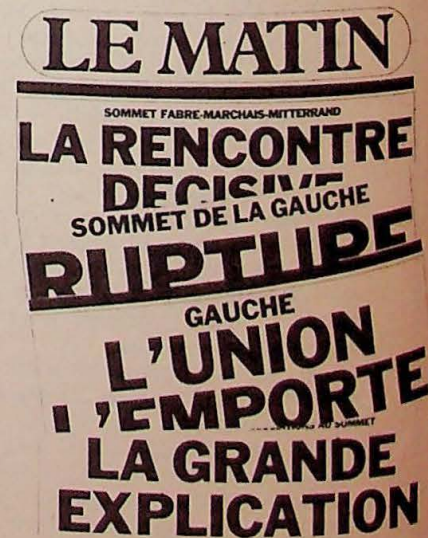
les ressources de la Constitution

On ne doit pas par ailleurs sous-estimer les ressources qu'offre la Constitution pour appuyer une telle perspective. Il est courant de considérer que Valéry Giscard d'Estaing est infra politique; rien n'est plus faux.

Les déclarations répétées insistant sur le fait qu'il « appliquera » la Constitution en cas de victoire de la gauche (son maintien à l'Elysée allant de soi), laissent apparaître qu'une stratégie de rechange existe dans le camp de la bourgeoisie. Nombre de déclarations de leaders du MRG, voire du PS, sur la nécessité de ne pas se brouiller avec le président indiquent que ces démarches ne seraient pas sans effet sur l'Union de la



PCF, dans un souci unitaire largement souligné, le juge « acceptable », bien que ses propositions n'aient pour la plupart pas été retenues. Resterait, et c'est l'essentiel, à organiser la campagne électorale. Les thèmes en sont connus; ce sont ceux sur lesquels portent les divergences. Car, quelle que soit l'habileté de Mitter-





et

e

NJEU

signes d'apaisement. La preuve était faite que ce qui les sépare des radicaux et des socialistes ne se résoudrait pas autour de la table des négociations. On négociera donc, et on aboutira à un compromis, parce qu'on y est condamné. Le contraire est impensable. Reste que, le Programme commun « réactualisé », les contradictions demeurent au sein de l'Union de la gauche. Serge Depaquit analyse, dans nos colonnes, avant que ne soient rendues publics les résultats des nouvelles négociations, leur nature et leurs possibles développements; les divergences? Elles subsistent en effet. Et sur des problèmes essentiels: nationalisations, hiérarchies des salaires, défense... Victor Fay d'un côté, Yves Barou et Bernard Billaudot de l'autre évoquent tout à la fois la logique qui soutient le Programme commun, ses contradictions, et les propositions spécifiques du PSU. □

gauche. Les conseillers élyséens misent, en cas de défaite électorale, sur l'émergence à relativement court terme d'un gouvernement socialiste homogène. Le poids de la crise économique, la brouille avec les communistes, pourraient « imposer » une telle solution si la pression populaire, notamment le front syndical, venait à faiblir.

Dans ce contexte la marge de manœuvre du PCF elle-même est très

limitée: entre la nécessité d'affirmer son « identité » et l'obligation de ne pas fournir de prétextes à une rupture, la contradiction est évidente. Car le PCF, jusqu'en 1974, a cru que l'unité, comme en 36, devait profiter à l'ensemble de la gauche. C'était ne rien comprendre aux conséquences politiques de la réforme gaullienne du système institutionnel français. Aujourd'hui le parti crédible dans la course à l'Élysée polarise les forces de l'opposition, donc aussi ses suffrages. D'où l'effort d'autonomie entrepris par le PCF depuis l'automne 74.

le clash des radicaux

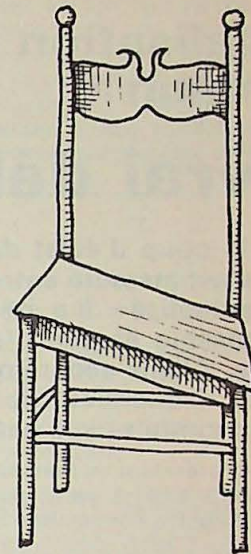
Le clash des radicaux de gauche, même rapidement résorbé, a révélé à l'opinion la fragilité relative de l'Union de la gauche. Ce qui ne réduira pas pour autant le vote à gauche (il peut même rallier des voix anticommunistes); pourtant ses traces dans la conscience populaire seront profondes et les équilibres post-électorales pourraient largement en dépendre. D'où aussi la nécessité pour le courant autogestionnaire de poser ses questions en termes renouvelés sur les contenus et les formes de l'unité du camp populaire. La « sortie » radicale du 14 septembre appartient en clair aux manœuvres d'appareil... certes! Mais ne fournit-elle pas du même coup la démonstration que

l'unité elle-même est construite sur un accord réduit à son sommet, sans qu'aient été tissés dans la profondeur du tissu social les liens de l'unité populaire.

La grande faiblesse du Front populaire de 1936 avait été de ne pas s'être structuré à la base; telle était du moins la leçon tirée après coup par le Parti communiste du temps de M. Thorez. Qu'en est-il aujourd'hui? Jamais à aucun moment, de la candidature unique de la gauche de 1965 jusqu'à la situation présente, la question n'a été posée. Pourtant que pèseraient les manœuvres du MRG face à un mouvement populaire puissamment structuré en comités de masse autonomes! Ici, comme sur beaucoup d'autres points, la démarche autogestionnaire rencontre les problèmes posés à la gauche, mais avec ses positions propres.

Demain une victoire électorale de la gauche peut rapidement déboucher sur un simple changement d'équipe gouvernementale si les idées que nous défendons ne gagnent pas de nouveaux soutiens dans la conscience populaire. On ne saurait attendre les lendemains électoraux pour mener ce combat. Le courant autogestionnaire, pour peser, doit aujourd'hui s'unifier et s'organiser autour de propositions claires et sensibles à la masse des travailleurs.

Telle est la « tâche de l'heure » comme l'on dit. En vue des élections



de mars 78 bien évidemment, mais pour au-delà ouvrir des perspectives crédibles à la dynamique populaire.

Serge DEPAQUIT ■

(1) Manifeste de Toulouse: VIII^e Congrès du PSU, 9, 10 et 11 décembre 1972.

Sans légende.



actualisation du Programme commun

le vrai débat

Après le coup d'éclat des radicaux de gauche un climat plus serein s'est instauré entre les négociateurs du Programme commun « actualisé ». Il a été admis par tous qu'un compromis était indispensable et que l'Union de la gauche ne devait pas être rompue. Allant séparément à la bataille électorale, les partis associés risqueraient de la perdre malgré le délabrement accru de l'économie et ses catastrophiques conséquences sociales.

L'ancien président du Conseil radical Queuille a déjà parlé dans le temps « des partis condamnés à vivre ensemble ». C'est aussi leur cas actuel. Bien entendu, les différences de conceptions et de buts demeurent et ne seront pas résolues par le compromis négocié. Le Programme commun contient en germes des contradictions que l'approche des élections explicite et précise.

N'ayant pas adhéré à ce programme, tout en participant activement à la lutte contre la droite au pouvoir, le PSU est d'autant plus libre de donner son avis sur ces divergences et sur leur portée. Or, il serait erroné de mettre sur le même plan les divers points d'accrochage, même ceux qui ont suscité le plus de remous et de contestation.

Ce regard plus détaché nous permet de dire que si sur certains problèmes-clés le PCF n'avait pas tort, sa manière de procéder n'a pas favorisé la recherche d'un accord. La tactique adoptée allait quelque peu à l'encontre d'une stratégie à plus long terme.

L'accord est acquis sur la nécessité de relancer la consommation intérieure en relevant le pouvoir d'achat des masses mais non sur les moyens d'y parvenir. C'est ainsi qu'au sujet du SMIC, s'il est souhaitable de fixer la barre au même niveau que les grandes centrales syndicales, il ne faut pas oublier qu'une négociation entre les syndicats ouvriers, le gouvernement et le patronat aura lieu en tout cas après les élections et que son issue dépendra du rapport de forces qui, en cas de victoire de la gauche, sera favorable aux travailleurs.

Une situation analogue existera à propos du relèvement des allocations familiales, de vieillesse, etc. L'essentiel est que soit relevés, en priorité, les revenus les plus bas grâce à une augmentation uniforme et non proportionnelle permettant de rétrécir en même temps la hiérarchie des salaires et des revenus.

Bien plus important est le problème de la diminution de la durée légale du travail, de l'interdiction des heures supplémentaires, de l'avancement de l'âge de la retraite, toutes réformes de structures devant permettre de réduire le chômage et de créer un nombre considérable d'emplois.

reste « la petite phrase »...

Reste la « petite phrase » sur la possibilité de nationaliser leur entreprise

à la demande des travailleurs. Elle permet l'intervention directe des intéressés ; or, sur ce point, les socialistes et les communistes seraient disposés à faire des concessions en faisant référence au préambule de la Constitution et en limitant de telles initiatives aux monopoles de fait et au service public.

C'est autour de l'étendue et de la structure des nationalisations que le désaccord est le plus difficile à sur-

intégrée, qu'un groupe nationalisé y détienne la majorité ou la minorité du capital social.

En ce qui concerne la nationalisation du crédit, certaines restrictions envisagées font craindre que sa maîtrise échappe aux impératifs du Plan. C'est ainsi que les filiales des banques étrangères ne sont pas concernées et le contrôle de leurs opérations, surtout extérieures, risque de s'avérer inopérant. De même différentes sociétés de crédit locales et régionales qui ne seraient pas nationalisées pourraient devenir des fournisseurs de crédits à des entreprises privées soustrait en fait au contrôle public. Rappelons, à ce propos, que les banques de dépôt nationalisées après la Libération se sont intégrées totalement dans le circuit capitaliste et n'ont jamais joué un rôle quelconque dans le contrôle du crédit.

C'est donc la structure interne du secteur nationalisé qui sera déterminante pour la réussite ou l'échec de ces mesures. L'extension des prérogatives des comités d'entreprise et des sections syndicales non seulement dans le domaine de l'embauche, du licenciement, des promotions et des sanctions, mais aussi dans celui des conditions de travail,

recte sur la gestion des entreprises nationalisées.

De telles préoccupations, qui sont aussi celles de la CFDT, nous rapprochent de l'autogestion. Les contrôles internes et externes formant l'étape préparatoire de la prise en main de la gestion par les travailleurs eux-mêmes. Ajoutons que le terme d'autogestion qui faisait encore problème en 1972, lors de la signature du Programme commun, est entré dans la terminologie courante. Sinon dans les projets concrets des partis associés.

Le vrai clivage se fera entre les partisans de l'aménagement du régime capitaliste et ceux qui cherchent, grâce aux profondes réformes de structures, à entamer le processus de transition au socialisme. Pour le PSU cette perspective est décisive si la gauche au pouvoir se limite à aménager le régime existant elle aura déçu les espoirs de ceux qui lui font confiance.

Reste à examiner le problème de la défense nationale et notamment de celui de l'armement nucléaire. Là-dessus le Parti communiste a pris un tournant brusque que nombre de ses partisans n'ont ni compris, ni approuvé. Le Parti socialiste, tout en



monter. Il est souhaitable que la sidérurgie, le pétrole et l'automobile soient nationalisées, étant donné leur dépendance des fonds publics et leur mauvaise gestion. Les profits scandaleux prélevés par les propriétaires de ces entreprises « déficitaires » devraient être supprimés.

nationalisation et nationalisation

Quant à la nationalisation des filiales des groupes nationalisables, elle ne devrait pas être déterminée par leur statut juridique, mais par leur rôle économique. Qu'un certain nombre d'hôtels appartiennent à plus de 50 % à un groupe nationalisé ne signifie pas qu'il soit rationnel de le faire passer dans le secteur public. Par contre, toute entreprise bénéficiant d'un monopole de fait, toute industrie de pointe, devrait y être

de sa durée, de son intensité, de sa finalité, du fonctionnement technique et financier décidera du caractère de l'entreprise.

le mot autogestion ne fait plus peur

Faut-il pour autant revendiquer la cogestion, autrement dit l'intégration des représentants des travailleurs dans la direction des entreprises nationalisées? Elle représenterait plus d'inconvénients que d'avantages. C'est le contrôle ouvrier à l'intérieur de l'usine, y compris le droit d'intervenir, à la désignation de la direction, c'est le contrôle populaire à l'extérieur exercé par les usagers, qui permettraient à la fois d'éviter l'intégration des travailleurs dans une sorte de capitalisme d'Etat et d'exercer une influence réelle bien qu'indi-

adoptant une attitude ambiguë, se montre réticent. Le problème est grave. Car le recours à l'atome tant militaire que civil implique le resserrement des contraintes, notamment de l'encadrement technocratique et de l'investigation policière.

C'est pourquoi le PSU propose de privilégier d'autres sources d'énergie, jusqu'ici négligées ou délaissées, moins dangereuses techniquement et socialement, ainsi qu'une autre conception de la défense reposant sur les milices populaires.

Le désaccord est profond. Les partis du Programme commun devraient s'y pencher avec plus d'attention, ces problèmes touchent la responsabilité de nombreux jeunes, peu favorables aux attitudes patriotiques traditionnelles et aussi à l'armée actuelle qu'ils considèrent à la fois comme inefficace et oppressive.

Victor FAY

l'enjeu économique de 78 nationalisation et hiérarchie des salaires

les propositions du PSU

Entre ceux qui demandent moins et ceux qui exigent plus, le PSU ne cherche pas à arbitrer, pas plus qu'il ne cherche à demander encore plus. Son propos est plutôt de déplacer les questions, de substituer à la logique productiviste du Programme commun une démarche différente fondée sur la mobilisation populaire et le refus de la croissance à tout prix. C'est dans ce cadre que s'inscrivent ses propositions sur les nationalisations ou le relèvement des bas salaires.

1 NATIONALISATIONS... ET AUTOGESTION

Quatre aspects des nationalisations sont aujourd'hui en débat entre les partenaires du Programme commun : la « petite phrase » sur l'initiative des travailleurs que les Radicaux de gauche veulent voir supprimer (1), les propositions du PCF d'extension du secteur nationalisé (sidérurgie, CFP, Peugeot-Citroën), l'interprétation divergente du PC et du PS sur le sort réservé aux filiales, enfin la querelle sur le mode d'élection du directeur.

La fameuse petite phrase mise aujourd'hui sur la sellette est pour le PSU fondamentale, puisqu'elle laisse effectivement la porte ouverte à l'extension du secteur socialisé, et cela, dans une perspective autogestionnaire, car s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs concernés. Même si la rédaction est fort prudente (« le gouvernement pourra »), elle est importante face à l'aspect dominant du Programme commun, à savoir un dualisme, une séparation inquiétante entre un secteur public où le contrôle des travailleurs se répandrait et un secteur privé où les patrons resteraient intouchables.

Tel qu'il est posé, le débat sur l'extension du champ des « nationalisables » risque d'être un faux débat. Est-ce que l'enjeu est de déplacer la frontière du futur secteur nationalisé, qui serait alors stabilisé pour longtemps ? Ou s'agit-il de définir des priorités ? Les choix du PSU sont guidés par deux impératifs ; d'abord s'appuyer sur les travailleurs (pour éviter que « nationalisation » ne signifie « étatisation ») et sur leurs revendications (nationalisations de LIP et de la sidérurgie par exemple) ; ensuite poser publiquement la question d'un nécessaire contrôle populaire sur des activités vitales (pétrole, transports, distribution des eaux, télécommunications...) sans présager des formes juridiques qui pourraient permettre ce contrôle.

Sur la question des filiales, l'attitude du PCF apparaît très « juridique » (et correspond à une frontière placée le plus loin possible) ; celle du PS très « financière » (et s'apparente à la pratique de la bourgeoisie financière). Le PSU, comme le PCF, souligne que la nationalisation doit être franche, que l'ensemble du groupe industriel doit

être visé (ce qui d'ailleurs empêche de se limiter aux seules filiales contrôlées à plus de 50 %) ; en revanche il observe qu'il n'y a pas de règle générale, que cas par cas les travailleurs concernés doivent examiner la situation, qu'il ne s'agit pas de reproduire à l'identique les groupes actuels, qu'une autre logique doit présider à l'organisation industrielle.

S'il n'est qu'un point parmi d'autres pour préciser les nouveaux droits des travailleurs, le mode d'élection du directeur est un bon révélateur. En proposant que le gouvernement détermine une liste d'aptitude, le PS révèle sa volonté future de placer ses « technocrates ». L'élection par les travailleurs et sur candidature libre est bien le seul principe défendable.

2 HIERARCHIE DES SALAIRES

Le débat sur la hiérarchie des salaires mis en avant depuis longtemps par le PSU éclate enfin au grand jour. Encore n'est-il pas relié, comme il devrait l'être, à d'autres

questions essentielles : lien avec la réduction du temps de travail ou avec la hiérarchie tout court.

Ses propositions en ce domaine sont les suivantes :



Photo Gornek



vient de paraître :

aux Editions Syros

dans la collection
« Points chauds »

•
où va la sidérurgie ?

•
J.-Y. Rognant
C. Romain
F. Rosso
15 francs



Photo Marillac

1) D'abord, dès l'arrivée de la gauche au gouvernement, il conviendra de resserrer rapidement l'éventail hiérarchique :

- SMIC à 2 400 F en mars 78 et répercussion de cette hausse jusqu'aux salaires de 3 500 F ;

- plafonnement des hauts salaires et des hauts revenus.

2) Ultérieurement, les propositions du PSU s'inscrivent dans une logique qui vise à égaliser les conditions d'existence. Soyons précis, puisque tel n'a pas été le mérite du débat public jusqu'à présent. Pour arriver par exemple rapidement à une hiérarchie des revenus de l'ordre de 1 à 6 (écart national après impôt entre tous les revenus, qui pourra se traduire par un écart de 1 à 4 dans certaines entreprises), il faut procéder à des augmentations mensuelles uniformes de façon à ce que le pouvoir d'achat du salaire mensuel soit simplement conservé quand on atteint un salaire égal à trois fois le SMIC (à 2 400 F).

Cela veut dire que :

- les très bas salaires connaîtront un relèvement substantiel du niveau de vie et une baisse de la durée du travail ;

- ceux qui touchent aujourd'hui autour de 4 000-5 000 F disposeront d'une légère augmentation de leur pouvoir d'achat et d'une baisse de la durée du travail conséquente ;

- ceux qui touchent aujourd'hui 7 000-8 000 F auront un pouvoir d'achat maintenu et bénéficieront de la baisse du temps de travail ;

- les salariés qui touchent encore plus n'auront pas la garantie du maintien du pouvoir d'achat.

Trois remarques sont nécessaires pour préciser encore notre position :

- Ces dispositions doivent être situées dans le cadre global d'une bataille pour accroître la masse salariale au détriment des profits. Mais ce qui sera aussi pris aux patrons, nous proposons de le répartir uniformément au lieu d'en faire bénéficier surtout les salariés les plus aisés aujourd'hui. Nous ne sommes pas contre l'idée d'échelle mobile à condition de l'appliquer à l'ensemble de la masse

salariale et d'en répartir les augmentations de manière uniforme. Et puis, peut-on prétendre que, pour les hauts salaires, une augmentation en pourcentage ne maintienne que le pouvoir d'achat et pas aussi la possibilité de spéculer et d'accumuler ? Chacun le sait, la hausse des prix n'a pas les mêmes conséquences pour tous.

- Dans le cadre décrit plus haut, la fiscalité aura un rôle essentiel : pour répartir le poids des conquêtes sociales sur toutes les entreprises (transformation du calcul des cotisations sociales) ; pour écrêter les hauts revenus ; pour faire en sorte aussi qu'après impôts le pouvoir d'achat soit bien maintenu pour un salarié qui gagnerait trois fois le nouveau SMIC et augmenté pour tous ceux qui sont en-dessous.

- Ce que nous osons dire clairement, c'est que nous donnons la priorité à l'écrasement hiérarchique et à la réduction générale du temps de travail — les 35 heures — (ainsi qu'au développement des services collectifs gratuits) sur une augmentation pour tous du pouvoir d'achat. Pourquoi ? Parce que les 35 h c'est la seule façon de parvenir à un emploi pour tous, parce que c'est la seule façon de dégager du temps pour partager les tâches ménagères, du temps pour vivre, parce que nous voulons des acquis durables (et pas rogné trois mois plus tard par l'inflation), parce que nous refusons la logique de la croissance à tout prix.

En conclusion, la logique autogestionnaire n'est pas celle du Programme commun.

Pour le PC, tout se résoudra par la croissance et la reprise de la consommation populaire (rythme élevé de croissance quantitative, + 6 % pour le PNB).

Pour le PS, on ne doit pas chercher à faire plus de 3 % ou 4 % compte tenu du contexte international et du coût social (cadences, pollution...) d'un rythme élevé, mais il reste alors muet sur la façon de réduire massivement le chômage actuel.

Pour nous, le PNB, ça ne veut pas dire grand chose ! Il faut plutôt se fixer des objectifs en termes de conditions d'existence dont le pouvoir

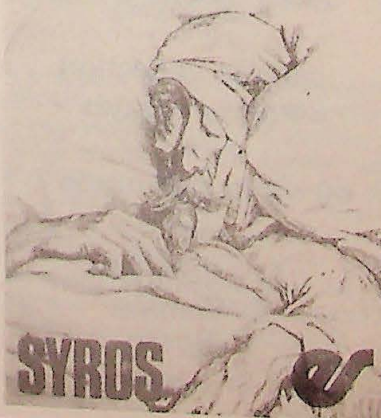
d'achat n'est qu'un élément : il y a aussi la qualité des produits et de l'environnement, le temps disponible... qui sont aussi un des moyens de lutter contre les inégalités (sinon, même une hiérarchie diminuée des revenus pourrait bien n'être qu'une apparence). Quant à la visée d'un emploi pour tous, seule la réduction du temps de travail et des cadences peut, si elle s'accompagne d'une réorganisation du travail (passage à deux équipes dans de nombreux domaines...), permettre de l'obtenir. Les 35 h c'est nécessaire, c'est la priorité.

Yves BAROU,
Bernard BILLAUDOT ■

(1) Elle prévoit que, « au cas où les travailleurs formuleraient la volonté de voir leur entreprise entrer dans le secteur public ou nationalisé, le gouvernement pourra le proposer au Parlement » (Programme commun, 1972, I^{re} partie, chap. II).

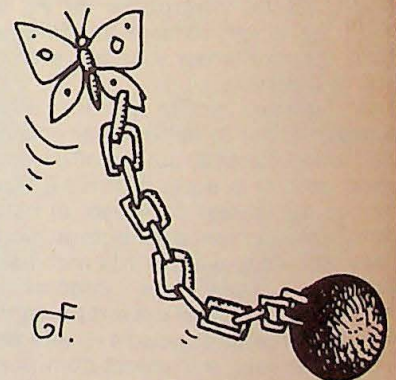
à paraître
aux éditions
Syros

L'HOPITAL, USINE
A SANTE A. BABEL
E. DARMAU



Week-end entreprise

Quels seront les axes d'intervention du secteur entreprise du PSU et ses initiatives ? Ce sont à ces questions qu'une vingtaine de militants venus de la plupart des régions ont répondu ou tenté de répondre le week-end dernier à Saint-Prix.



- les axes revendicatifs : la réduction importante du temps de travail avec une intervention prioritaire pour les entreprises menacées de liquidation, l'augmentation du pouvoir d'achat mais déhiérarchisé, le contrôle et la démocratie dans toutes les entreprises (nationalisées, nationalisables ou non). Un certain nombre d'affiches appuieront ces campagnes.

- les initiatives : affiches, campagne d'adhésion dans les entreprises, meetings sur des problèmes régionaux (sidérurgie, textile, construction navale, etc.). De plus, la préparation de la conférence nationale entreprise sera effectuée régionalement. Cette conférence aura lieu les 26 et 27 novembre 1977 à Dijon. Trois thèmes à l'ordre du jour : réduction du temps de travail et emploi ; les axes revendicatifs ; quelle croissance, que produire et comment ? Deux numéros de Luttons destinés à la préparation de cette rencontre nationale seront publiés. ■

Haby n'a pas changé ; nous non plus !

LE caractère mystificateur des engagements gouvernementaux et patronaux sur l'emploi des jeunes apparaît aujourd'hui clairement :

- les contrats emploi/formation qui ne donnent aucune garantie d'embauche aux stagiaires ne sont, en fait, qu'une mesure temporaire, à visée électoraliste ;

- l'exonération des cotisations patronales a simplement permis aux entreprises qui avaient déjà décidé d'embaucher de réaliser un surprofit égal à 35 %.

On comprend mieux, dans ces conditions, les exhortations de M. Haby aux jeunes en formation dans les CET et le caractère conjoncturel des mesures prises pour le réemploi des maîtres auxiliaires du second degré et des CET.

En réalité, le gouvernement de M. Barre, dont la liberté de manœuvre sur le plan économique et social est particulièrement limitée, en raison des intérêts de classe qu'il défend, a choisi une politique d'apparence et de bluff.

Le ministre de l'Éducation annonce le maintien de plusieurs milliers d'emplois pour les maîtres auxiliaires. Or, les mesures annoncées par Haby, s'il les limite à 4 ou 5 000 emplois, ne sont pas suffisantes : plus de 10 000 MA n'avaient pas été renommés à l'issue des procédures habituelles d'affectation.

D'autre part, le ministre a fort bien récupéré la revendication de simple garantie d'emploi, ce qui nous confirme dans notre revendication de la titularisation immédiate, avec droit à la formation pour tous, sans déclassement ni perte de salaire, et arrêt du recrutement en qualité de non-titulaire.

Dans l'immédiat, les maîtres auxiliaires vont devenir une sorte de vivier d'intérimaires, employés temporairement, sans aucune garantie de réemploi ni de titularisation. Situation aggravée par les conditions même d'emploi : suppléances multiples, avec toutes les conséquences matérielles et financières que cela comporte (1) ; à terme, le statut des maîtres auxiliaires rejoindra celui des suppléants éventuels dans le premier degré, dont Haby estime qu'ils sont nécessaires comme moyen de souplesse dans le fonctionnement du système, et pour lesquels il répugne encore à prendre les mesures de justice que le SGEN-CFDT n'a cessé de réclamer.

CELA dit, il serait sans doute dangereux de ne voir que des décisions conjoncturelles dans les mesures de réemploi des MA dont rien ne nous garantit, par ailleurs, sinon la pression syndicale, qu'elles seront effectives. Elles présentent, en effet, un caractère structurel et constituent un jalon de plus dans la réforme du statut des personnels qu'a entreprise, touche par touche, Haby, en attendant de la formaliser. L'injection progressive dans les établissements scolaires d'un volant de travailleurs « polyvalents »

(enseignement, éducation, surveillance, animation, secrétariat...) permet de briser les spécialisations fonctionnelles que la gestion technocratique du ministère trouve de plus en plus insupportables. De même, les conditions d'affectation scandaleuses des jeunes enseignants au sortir des centres de formation (écoles normales, CPR, ENNA)*marquent bien la volonté politique de l'administration de les utiliser comme des personnels de remplacement, souvent itinérants, sans affectation fixe, et sans aucun souci de la qualification acquise par leur formation.

Pour toutes ces raisons, le SGEN-CFDT considère que le terrain de l'emploi et des conditions de travail reste bien, en cette rentrée 77, un terrain d'action prioritaire. Nos sections syndicales, conformément aux consignes données par notre bureau

national, ont continué à prendre toute leur place — souvent la première — dans la lutte contre une telle politique.

Cela d'autant plus qu'à court terme les mesures prises par le pouvoir en matière d'emploi dans l'Éducation nationale visent entre autres à faire avaler la réforme par « certains syndicats relativement modérés » (Haby dixit). Or, les raisons de notre refus de la réforme Haby demeurent entières : cette réforme est, pour le SGEN-CFDT, la réforme de la sélection et de l'encadrement.

Réforme de la sélection qui, au travers du maintien des filières par le biais du soutien et de l'approfondissement, vise à reproduire les situations et les hiérarchies sociales. L'objectif immédiat de la sélection est aussi de livrer au patronat, à l'issue du VII^e plan, 43 % de jeunes sortant sans

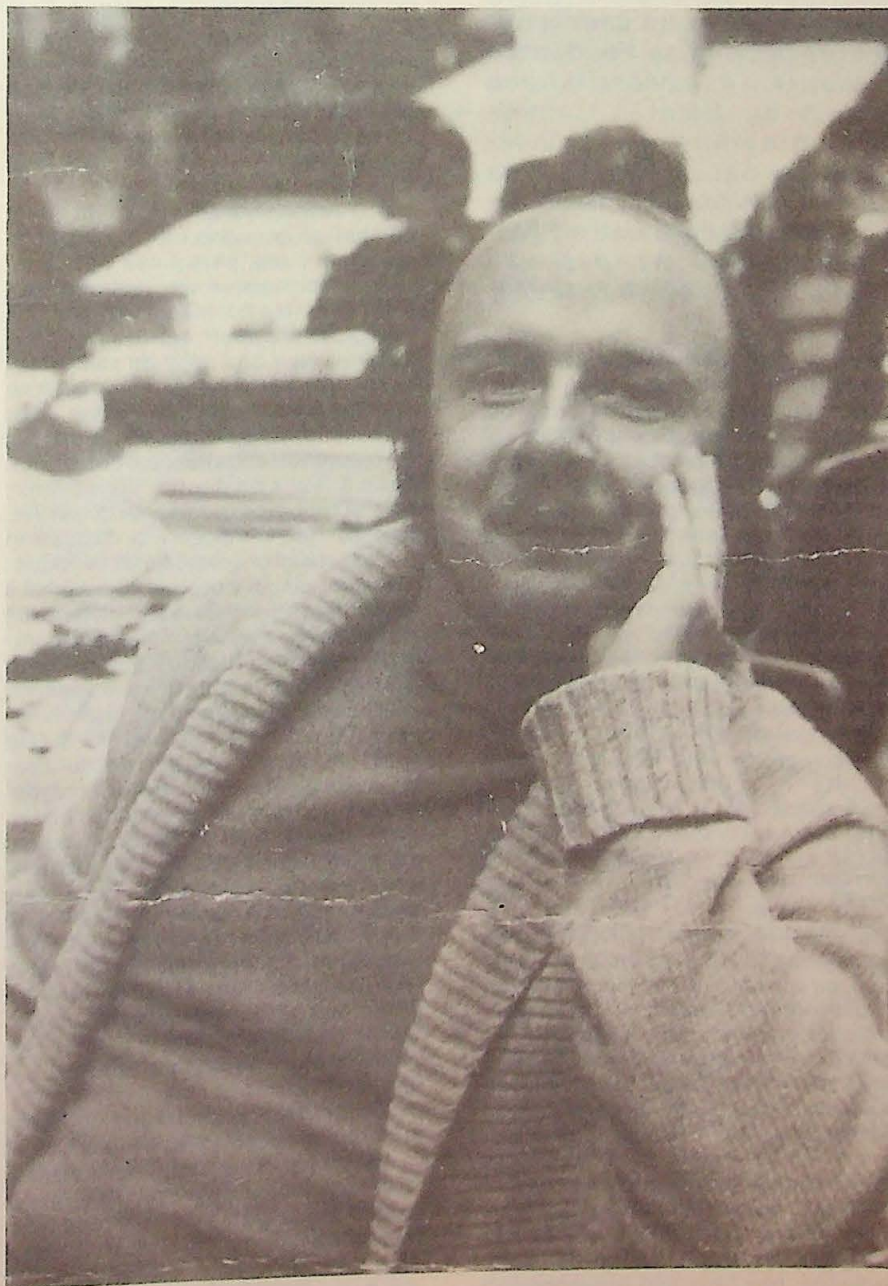
qualification du système scolaire, et cela en liaison avec la liquidation de certains secteurs de l'économie nationale (sidérurgie, électronique...). Dans ce contexte, le soutien-Haby est une mystification qui évite de poser les questions fondamentales de réforme des contenus et des méthodes ; quand un enfant vomit, on ne s'empresse pas de lui faire prendre un repas supplémentaire, on s'interroge sur la nature de ce qu'on lui a donné à manger...

Quant au dossier scolaire, il fait le lien entre l'aspect de sélection et l'aspect d'encadrement, le fichage étant à la fois un instrument de ségrégation et de répression. La réforme Haby est aussi réforme de l'encadrement, car le régime des petits chefs est indispensable à un tel projet politique !

LE SGEN-CFDT ne se résigne pas à la réforme Haby ; bien entendu, il demandera à un éventuel gouvernement de gauche son abrogation. Dans l'immédiat, nos sections syndicales ont entrepris, point par point, de la mettre en échec, mais pas au profit du statu quo, qui nous paraît lui aussi inacceptable. Il s'agit pour nous, en liaison avec la plate-forme d'action et de transformation que la CFDT propose aux travailleurs, d'avancer dans la lutte contre la réforme capitaliste de l'école des objectifs mobilisateurs, pour qu'une éventuelle victoire politique des forces populaires soit aussi une victoire des travailleurs pour le contrôle du système éducatif. ■

(1) Simple affectation dans un établissement, sans poste précis, donc à la disposition de l'administration pour les tâches les plus diverses.

par **Patrice BEGHAIN**
secrétaire national du SGEN-CFDT



SGEN-CFDT, L'école en lutte. Action, effectifs, emploi, conditions de travail, Paris, Maspero, 1977, coll. « Petite coll. Maspero », 192 p., 12 F.

On se souvient des grèves des effectifs, des grèves du 25^e élève dont la presse s'est faite l'écho dès la rentrée scolaire 1974. Dans le « train-train » de l'action syndicale, l'irruption de formes neuves de mise en cause des conditions de travail n'a pas été sans soulever de nombreux problèmes. Au pouvoir à qui il était bien difficile de prendre des sanctions, en dépit de certaines tentatives, désavouées par le Conseil d'État. C'est l'objet précisément de ce petit livre que de décrire ces formes « expérimentales » de la contestation. Il y apparaît clairement la volonté, de la part du SGEN-CFDT, d'agir de telle sorte qu'enseignants, personnels, élèves et parents se mobilisent, en liaison permanente, pour exercer un réel contrôle sur leurs conditions de travail. ■

écologistes : des responsabilités à prendre



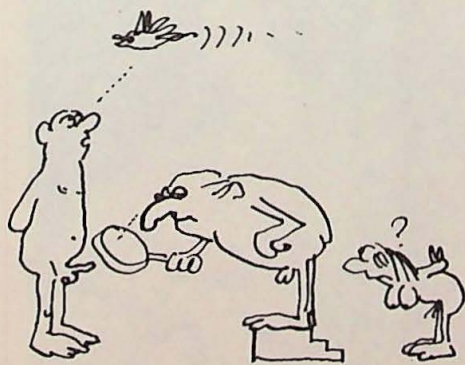
Il y a eu l'été des grands rassemblements, contre le nucléaire — civil et militaire — pour la réappropriation par la collectivité de son territoire. Si importants, posant tant de problèmes, qu'ils ont couverts un temps le bruit des polémiques préélectorales. Pendant ce temps, communistes et socialistes discutaient de savoir si la force de frappe doit être maintenue « en état » ou en « l'état »... Comme s'il n'y avait aucun rapport entre l'été 77 et le printemps 78. Vient le sondage publié le vendredi 9 septembre par *Le Matin* : sans les voix du courant qui exprimé cet été à Malville, à Naussac, au Larzac (courant ventilé de façon peu satisfaisante entre PSU-extrême gauche et écologistes), la gauche, dit-il, ne « passera » pas en mars prochain. De quoi réfléchir : il y a peut-être finalement un rapport...

Ce rapport, c'est d'abord que le programme nucléaire et l'armement atomique constitueront l'une des questions posées dans la campagne des législatives. Dès lors, comment ceux qui s'opposent à l'un et à l'autre vont-ils affronter ce débat ? Le mouvement antinucléaire a intérêt à ce que la discussion ne s'enlise pas entre le flou des positions du PS et la rigidité de celles du PCF. dès lors, il a tout à perdre à apparaître divisé.

Pour qu'il ne le soit pas, il faut qu'il soit pris dans toute sa dimension. Celle-ci intègre, mais dépasse la lutte antinucléaire qui rameute un mouvement social qui rompt avec la politique traditionnelle de la gauche classique, *autogestionnaire* même lorsqu'il ignore le terme. C'est pourquoi s'y retrouvent, non seulement les luttes écologistes, mais aussi celles des femmes, celles des minorités nationales, les partisans de la non-violence et d'un neutralisme actif. Brice Lalonde a d'ailleurs insisté récemment, à plusieurs reprises sur cette dimension, et c'est là un élément important pour réaliser la convergence.

Mais on ne peut s'en tenir à cette constatation, et là surgit la difficulté. Car aucune de ces aspirations à vivre autrement, à produire autre chose, à travailler au pays, n'est, par définition, hors du champ de la production, ne s'arrête aux portes des entreprises. La question est posée concrètement : on ne saurait séparer les problèmes de l'emploi, des revenus, des conditions

de travail, ceux de la nature et de la répartition des activités, de la croissance, de l'égalité réelle de droits et de pouvoir — et réciproquement. Certains de ceux qui se réfèrent à l'écologie paraissent nier ou ignorer cette réalité. Nous ne sommes pourtant pas les



seuls à les interroger : la CFDT l'a fait également. Si l'on fuit cette interrogation, on est conduit à se placer hors du débat politique. Attitude qui peut paraître confortable, mais qui ruine — au-delà des pourcentages électoraux immédiats —, les perspectives ouvertes par le combat écologique. Car elle favorise doublement la droite : électoralement — voir le sondage —, et en lui permettant de revêtir à bon compte des oripeaux verdâtres. Qu'on se souvienne des amabilités de Giscard à l'égard de l'écologie et de la non-violence, pas bien loin des affrontements sanglants de Malville. Or, si l'on

Le 9 septembre dernier, *Le Matin* a publié un sondage. Qui montre que sans les voix d'un courant qui regroupe en gros écologistes, non-violents, PSU et extrême gauche, il n'y a pas, et de loin, de victoire de la gauche possible en mars 78. Grand débat du coup du côté des intéressés. *La Gueule ouverte* décide, dès le 15 septembre, de s'en faire l'écho. Et ouvre aussi sec ses colonnes à Jean-Marie Muller, responsable du MAN, qui envisage un « front commun pour le socialisme autogestionnaire » et le désistement de ses voix en faveur de la gauche au second tour des élections. Propositions qu'Arthur, animateur de *La Gueule ouverte*, torpille aussitôt, en même temps qu'il torpille les positions présumées — mais non rendues publiques encore ! — de Mousel dans un article intitulé : « *Faites-vous plaisir, ne votez pas* ». Selon Arthur, en effet, « *Mousel et ses semblables*

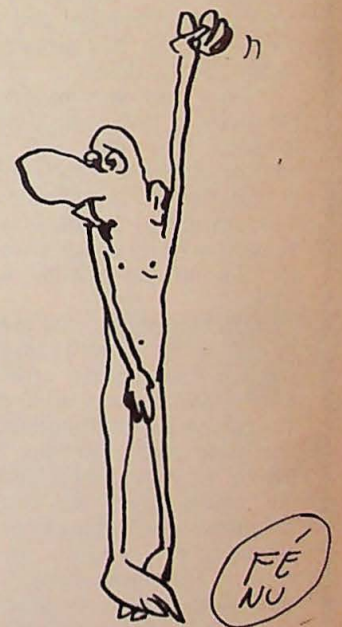
peut discuter — pour le moins — des garanties qu'offre actuellement la gauche aux écologistes, celles de la droite sont, elles, indiscutables : elles sont nulles. Pour ne parler que du nucléaire, cette droite a montré de quoi elle était capable pour le « protéger ». Qu'advient-il d'un mouvement qui aurait ainsi sauvé ses plus farouches adversaires ?

En revanche, si l'on reconnaît que le combat qu'on mène ne concerne pas seulement des personnes prises en tant qu'écologistes, que femmes, etc., mais aussi les travailleurs en tant que tels, alors une toute autre perspective s'ouvre. Non pas celle du ralliement avec armes et bagages à quoi que ce soit. Celle de la capacité à peser, avec le maximum d'efficacité, dans le débat d'aujourd'hui et la politique de demain. Mais il faut s'en donner les moyens : être autonomes, ne pas se disperser, imposer (et s'imposer) la discussion avec la gauche syndicale et politique.

Qu'est-ce qui s'oppose aujourd'hui à cette discussion ? Bien sûr, d'abord les attitudes de la gauche. Celle, peu compréhensive, et bloquée sur des problèmes comme la force de frappe, du PCF. Celle, plus racoleuse, mais hésitante et contradictoire, du PS. Il faut que les partis signataires du Programme commun cessent de considérer les écologistes comme des étrangers plus ou moins dangereux ou les relèguent dans des ghettos « expérimentaux » et marginaux. Mais nous pouvons faire les premiers pas ; ils ne seront pas vains, à cette double condition que nous unissions nos efforts et que nous nous inscrivions nettement à l'intérieur de la dynamique de changement social et politique : notre démarche alors ne restera pas sans réponse.

Dans cette hypothèse, et s'il est clair qu'on ne fera pas le jeu de la droite, la question du désistement du deuxième tour devient purement tactique ou seconde. Nous sommes en septembre, et si vraiment on oblige chacun à entrer dans le vif du sujet, on y verra plus clair en mars. Quand des écologistes mettent en avant cette question d'eux-

mêmes, en proclamant d'avance que jamais ils ne se désisteront pour qui que ce soit, ils se privent purement et simplement du plus puissant levier dont ils disposent. Que des préférences différentes existent à l'inté-



rieur du courant n'est un mystère pour personne. Mais il serait absurde d'en faire un préalable actuel, qui irait à contre-sens de la logique de notre démarche.

C'est en tout cas dans cette perspective que le PSU a proposé un rassemblement autour d'une plate-forme commune sur l'autogestion, l'écologie, le droit des femmes, le droit à l'autodétermination. Il croit pouvoir le faire parce qu'il ne peut être suspecté de se parer tardivement d'étiquettes opportunistes. Il croit surtout que c'est la seule chance d'éviter une rivalité dont les conséquences désastreuses ne seraient pas seulement électorales. Chacun doit mesurer l'énorme enjeu des choix auxquels il va procéder.

Michel MOUSEL ■

vert-de-gauche ut-au-nom-des-verts ?

(Rocard, Chapus) sont précisément les nouveaux gestionnaires éclairés et francs du collier dont la classe dominante a besoin pour maintenir sa dominance. Cette classe (celle du savoir) investit dans le Mousel ou le Muller comme la Trilatérale investit dans le Carter... » Mais, ajoute Arthur, « nous, les écolos, nébuleuse radicale, nous avons entrepris depuis six ans, l'inventaire des racines de l'utopie... Nous avons défini un espoir réel, une alternative réelle, tangible, expérimentée. Et c'est tout ce capital d'espoir qu'on nous demande aujourd'hui de brader en votant pour la gauche ! Comique à pleurer ! » TS présente ici, sous un titre général emprunté à *La Gueule ouverte*, les réponses de Michel Mousel au problème de fond soulevé par le sondage du *Matin* et la réponse de Claude Desliat au pamphlet d'Arthur. □

sacré Arthur !

Et voilà ! Ça devait arriver : la bourgeoisie lâche Giscard-Chirac. Elle mise sur des valeurs sûres, le Mousel (du PSU) et le Muller (du MAN), deux gars qui sauront gérer l'austérité, mignoter la force de frappe, fourguer du Dassault outre-frontière, casser de l'écolo à Malville, enchrister les prolos des usines occupées, remettre au boulot les faux chômeurs et au chômage les vrais travailleurs... Bref, des gars sur qui la classe dominante peut compter pour mener les masses en bateau. Tellement que Ceyrac, Chirac et Cie appelleront à voter PSU-MAN en mars prochain.

Vous ne le croyez pas ? Alors lisez *La Gueule ouverte*, n° 175 du 15 septembre 1977 : c'est Arthur qui vous le dit, page 10. Et si Arthur le dit...

Que Monsieur Arthur, de *La Gueule ouverte*, de *l'espoir écolo* et de *la nébuleuse radicale* (c'est toujours lui qui le dit) crache dans l'urne sept mois avant les élections et souhaite qu'on vote dans la nature — quitte à faire passer la droite — plutôt qu'à gauche ; qu'il tienne à draguer seul dans les eaux écologiques et que ça l'emmerde de n'être que la vedette américaine du show autogestionnaire donné par plus talentueux que lui (d'affreux chanteurs PSU-MAN qui pensent, comme lui, que les gens sont à même d'« inventer leur propre démocratie sur le terrain quotidien de leur vie » mais croient aussi que la chanson de l'autogestion à la base est un attrape-couillons si l'orchestre de l'Etat bourgeois mène toujours la danse au sommet) ; qu'il préfère perdre, au poker du boycott électoral et du non-désistement au second tour, le capital d'espoir que d'aucuns ont investi dans l'écologie plutôt que de peser dans le changement de rapports de forces que constituent toujours (et sans qu'on s'illusionne pour autant sur ce qu'on peut en attendre) les temps électoraux ; qu'il pense qu'à caresser ses lecteurs dans le sens du poil apartidaire on sert la cause révolutionnaire et qu'à célébrer l'utopie on fonde une « alternative réelle, tangible, expérimentée » au gâchis politique actuel : c'est son droit.

Le nôtre est de croire qu'il ne suffit pas de marcher à côté de ses pompes pour favoriser « l'affranchissement des masses laborieuses », ni de mettre sa vitalité plumitive au service de la diffusion et de la confusion pour ouvrir de nouveaux horizons.

Car c'est bien de l'effarouchement et de la confusion qu'il s'agit. Monsieur Arthur sait bien que le Mousel et le Muller sont loin d'être les

refuges de la classe dominante aux abois (ça se saurait). Il sait aussi qu'à inviter les « masses » à voter Mitterrand-Marchais au second tour on n'en signe pas pour autant le Programme commun, ni n'en avalise la logique, les silences, les timidités, les faux-débats et les abdications éventuelles. Il sait toujours qu'un certain nombre de vraies questions — sur la

hiérarchie des salaires et des revenus, sur les nationalisations, sur l'emploi, sur le nucléaire civil et militaire, sur les conditions de travail, sur le pouvoir des travailleurs... — ont été posées en marge des négociations sur la réactualisation du Programme commun. Et posées de telle manière — notamment par la CFDT, mais aussi par le PSU, le MAN, voire certains écolos — que les signataires dudit Programme ne pourront pas les éluder si le mouvement qui les porte apparaît uni et non pas divisé.

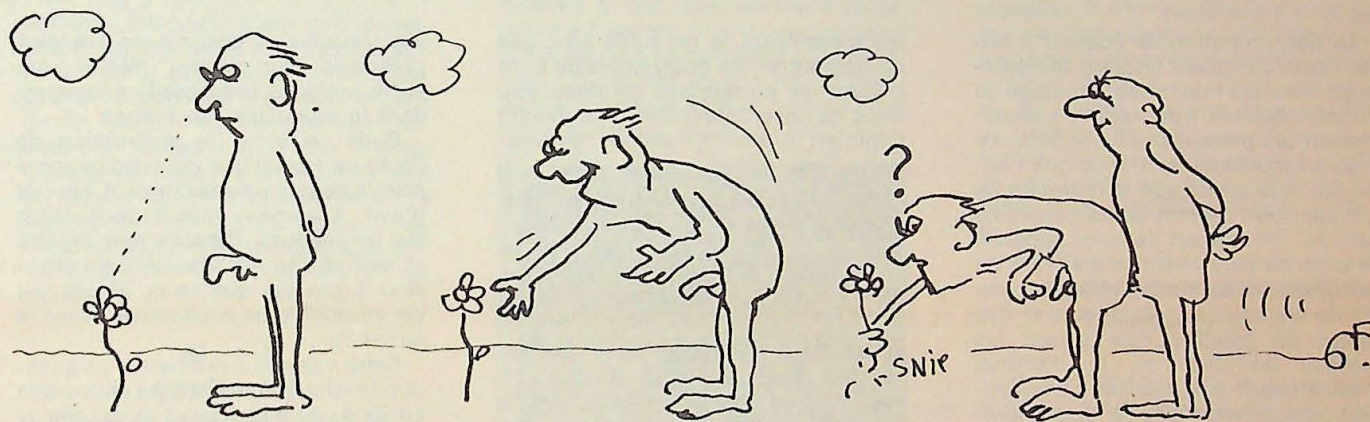
Mais il préfère, lui, n'en pas discuter. Quand il ouvre les colonnes de *La Gueule ouverte* à Jean-Marie Muller c'est pour mieux, dans le même numéro, claquer la porte au nez de

ceux qui acceptent le débat. Parler avec la gauche syndicale et politique lui paraît sale. Unir ses efforts à ceux du courant qui pose — avec des nuances sérieuses c'est vrai — les mêmes questions que lui (mais oui, mais oui), lui répugne. Arthur a choisi de ne pas compter.

Tant mieux pour la droite ? Mais ça, Monsieur Arthur ne veut pas le voir. Quitte à se sentir tellement morveux de son irresponsabilité qu'il en prévient les retombées probables : comment expliquer autrement qu'il éreinte la position de Mousel... avant que Mousel justement ait pris position publiquement ?

Sacré Arthur !

Claude DESLIAT ■



des élus contre le nucléaire

Alors que le mouvement d'opposition au programme électro-nucléaire du gouvernement s'est développé pendant l'été 1975, des élus municipaux ont pris de nombreuses initiatives comme celles d'Étel (Morbihan) contre la centrale d'Erdeven, ou les maires alsaciens au pied du pylône d'EDF.

A Malville les élus PSU de la région Rhône-Alpes s'étaient donné rendez-vous avec 200 de leurs collègues en tête de la manifestation du 31 juillet, payant de leur personne face aux charges violentes de la police : parmi eux, Roger Carlat, maire-adjoint de Saint-Etienne, fut sauvagement martyrisé à Favergue.

Dans la région parisienne, on assiste, depuis le mois de juin 1977, à une véritable opposition des municipalités de gauche au tout-nucléaire gouvernemental, à l'initiative des conseillers du PSU. La première a été Sevran (Seine-Saint-Denis), qui a voté une motion condamnant l'implantation d'une centrale à Nogent-sur-Seine que TS a publiée en juin. Elle fut suivie par Aulnay-sous-Bois où le Parti communiste insista pour que la motion présentée par le groupe PSU mentionne la dépendance du programme français vis-à-vis des multinationales américaines ; ainsi amendée, elle fut votée par cette municipalité PC-PS-PSU-MRG et le maire Robert Ballanger.

Dans le Val-de-Marne le conseil mu-

nicipal de Joinville-le-Pont adopta le vœu présenté par l'adjoint Michel Jousset. Mais lorsque à Villeneuve-Saint-Georges le groupe PSU demanda au conseil de réitérer le paragraphe, concernant la nécessaire opposition à l'implantation d'une centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine, qui était inclus dans le contrat communal, un vote obtint 15 Pour (PSU + PS) et 15 Contre (PC) ; le vœu fut hélas repoussé car le maire communiste avait une voix prépondérante. Le PSU a réagi en refusant dans la cité cheminote le contrat communal initial.

Dans l'Essonne aux six communes que *Libération* a signalées le 13 septembre (Bretigny-sur-Orge, Villebon-sur-Yvette, les Ulis, Igny, Massy et Villiers-sur-Orge), deux autres communes ont voté des motions s'élevant contre le projet de Nogent (Orsay et Etampes).

Et Saint-Ouen-L'Aumône a ouvert la liste des communes du Val-d'Oise qui refusent que le nucléaire empoisonne la région, le conseiller PSU obtenant même qu'un car municipal soit mis à la disposition du comité local pour aller à la marche du 25 juin.

Enfin à Melle (Deux-Sèvres) notre camarade Jean-Marie Charpentier, conseiller, prépare avec sa municipalité, l'installation d'une industrie de chauffe-eau solaire.

Signalons enfin que la Fédération

des élus autogestionnaires procède au recensement des municipalités qui se sont prononcées contre le nucléaire du gouvernement (référendum, motions, manifestations) : lui adresser toute indication utile (FEAc/o La Beluga, 5, rue d'Arras, 75005 Paris).

Louis JOUVE ■

le rendez-vous de Kalkar

Tout est prêt maintenant à Kalkar pour accueillir le 24 septembre, en République fédérale allemande, les manifestants non-violents qui viendront se joindre aux habitants de la ville allemande proche de la frontière des Pays-Bas.

Les buts de la manifestation ?

- L'arrêt du projet du surgénérateur de 350 Mw ;
- Le départ de la police qui occupe le site ;
- L'arrêt des manœuvres de guerre civile de la part de la police ;
- Le libre accès au lieu de la manifestation ;
- La libre circulation des manifestants, notamment aux frontières.

Rendez-vous est donné à 10 h (11 h française) sur la place du marché de Kalkar. Départ de la marche : 14 h française. ■

briser la chaîne

lip : s'ils échouaient...

par Charles PIAGET

Le 23 septembre, le tribunal de Besançon a prononcé la liquidation des biens de la société Lip. Mais les Lip, qui s'attendaient à cette décision, n'ont pas baissé les bras pour autant. D'autant que des perspectives de solution sont en discussion, notamment avec la proposition de l'Algérie de développer sur son territoire une industrie horlogère. Après avoir répondu coup pour coup à toutes les agressions du pouvoir, les Lip s'expatrieraient-ils ? Non, ils savent que leur lutte recouvre autant un objectif politique que la dure volonté d'aboutir à une solution sauvegardant tous les emplois à Palente. C'est ce qu'explique ci-dessous Charles Piaget.

La détermination du pouvoir à briser l'outil de travail (projets de déménagement des machines, sabotage du transformateur), à poursuivre judiciairement les travailleurs (vois de montres, interpellations) prouve que l'enjeu est plus grand que le maintien ou la disparition de huit cents emplois à Palente. Un rapport de force apparaît de plus en plus entre la politique du patronat face à la crise et les capacités de riposte des travailleurs et des forces de gauche. Pour sauver les marges bénéficiaires, le patronat s'est attaqué aux salaires et à l'emploi. Pour répondre à leurs problèmes, pour empêcher que les îlots de pertes de profit ne deviennent des continents, les capitalistes veulent briser toute résistance ouvrière. Dans la mesure où « les Lip » ont joué un rôle dans cette résistance, ils sont particulièrement visés.

machines et capital

Mais nous ne pouvons plus réagir comme en 1973. L'attachement à une usine, la reconversion d'une industrie ne suffisent pas. L'outil de travail du capitaliste reste le capital. L'occupation d'une entreprise, la prise du stock deviennent des armes légères, lorsque la production d'un secteur est de toute façon sacrifiée.

Les arguties des capitalistes sur la rentabilité constituent un piège dans lequel tombent malheureusement certains travailleurs. Or, il ne s'agit que d'une rentabilité immédiate, en terme de profit, de finances. Les grands projets de développement de la qualité de la vie et des produits des années soixante sont restés des discours, des mirages. Seul importe pour le système sa restructuration. Pour

les travailleurs, il ne suffit donc pas de démontrer les possibilités de faire revivre les entreprises condamnées, mais de poser inlassablement devant l'opinion le refus d'hommes, de com-



munautés qui ne veulent pas être brisés, séparés et ballotés par la conjoncture comme des esclaves du nouveau monde capitaliste au gré des décisions de leurs maîtres.

le but de la droite

Voilà pourquoi l'échec de Lip représenterait pour la droite un atout important dans la campagne des législatives. Le gouvernement veut nettoyer la plaie : Lip, Réo, Teppaz, Deffrenne, Le Parisien libéré, etc., demeurent des îlots de résistance qui l'irritent. Vis-à-vis du patronat, en particulier et de certaines couches libérales, le pouvoir aimerait démontrer que les travailleurs ne peuvent plus s'opposer efficacement aux restructurations. La gauche, qui essaie de se présenter au patronat et à ces couches comme seule capable de dialoguer avec les syndicats en cas de prise du pouvoir, serait encore moins acceptable, si de toutes façons le gouvernement actuel faisait la preuve qu'il ne peut, sans trop de heurts, étouffer les revendications. Lip disparaissant, ce serait une démonstration que tous acceptent le sacro-saint étalon de la rentabilité économique, que



Le général de Gaulle en compagnie du président Eisenhower à l'heure Lip. C'était en 1959.

les travailleurs désunis ne peuvent préserver leur emploi, définir une autre politique industrielle sauvegardant la production en France.

Dans ce sens, la destruction de l'outil de travail que les syndicats organisent depuis une semaine à Lip est grave. Comment mieux décourager les travailleurs, détruire leur dignité et leur raison de lutter que de chercher à prouver que ce qu'ils ont fait est inutile ? Mais nous ne les laissons pas faire...

Cette volonté de remettre en question la valeur du travail, ne sera-t-elle attribuée qu'à la droite ? La gauche, si elle ne réagissait pas, pourrait-elle, une fois au pouvoir, proposer des efforts de production à des salariés qui l'auraient vu laisser s'accomplir le démantèlement des outils de travail ? Mais laissons de côté ces calculs électoraux. Avant les législatives, interrogeons-nous : quelle société construire en cas de gouvernement de gauche ? N'est-ce pas une société où chacun puisse vivre et travailler au pays, où les acquis technologiques socialement utiles pour tous soient sauvés et développés, où l'on refusera la loi du profit ?

Cette bataille a lieu à Lip, malgré nos insuffisances, nos difficultés. Il faut, pour la poursuivre, faire partager l'enjeu à tous les travailleurs et à tous ceux qui désirent un changement. Il faut obliger les pouvoirs publics à reculer. Il faut, notamment en achetant des montres, donner aux Lip les moyens de se battre et de préparer une solution positive.

Ch. P. ■

La justesse de la question que Charles Piaget pose à la gauche se trouve confirmée par le fait suivant. La section PSU de Pau a organisé dans cette ville des ventes de montres notamment au complexe de la République. Mais elle n'a pas pu le faire dans une salle prêtée par la mairie. En effet, M. Labarrère, maire socialiste de Pau, a refusé de leur accorder une salle. Cela n'a pas empêché le PSU de réaliser cette vente dans son local, avec un vif succès, malgré la convocation d'un de nos camarades au commissariat de police.

L'ILLUSTRATION



et pourtant elle tourne...

le jubilé de M. Smith

M. Smith est un citoyen britannique heureux (comme son homologue M. Dupont, le Français moyen) : voici vingt-cinq ans que sa gracieuse majesté Elisabeth règne sur son destin, celui de l'Angleterre et ses vingt-sept châteaux. Ces fêtes du Jubilé furent l'occasion d'un déploiement de drapeaux. Les petits pavillons victoriens dégoulaient de guirlandes, de cocardes. Des fêtes locales avec déguisements en formes de couronnes à la gloire d'Elisabeth Regina ont fleuri dans tout le royaume. La BBC y a consacré des reportages émus. M. Smith jubile ! Ce furent de belles commémorations !

Il est vain de contester que la monarchie soit populaire. Lors d'un récent séjour dans le sud de l'Angleterre, nous avons pu constater que ce royal anniversaire fut pour elle un bain de jouvence. Non sans agacement toutefois devant le déploiement de fastes nécessaires à ce rituel. Le contraste entre cette richesse ostentatoire et la pauvreté (réelle) de couches croissantes de la population n'est pas sans susciter un malaise assez flou tant en Angleterre qu'aux yeux des étrangers. N'imaginons cependant pas que cela puisse déboucher sur une prise de conscience politique exigeant l'abolition de la monarchie. Les apôtres de la République ne sont que quelques poignées d'étudiants volontiers qualifiés « d'anarchistes » ou « radicaux » par la masse des citoyens, travaillistes y compris.

Derrière cette brillance éphémère (trois mois de fête) nous avons vu une tout autre Angleterre que celle que nous connaissions dans les années 60. L'Angleterre est devenue un pays pauvre. La société anglaise est devenue intolérante. L'Etat britannique est miné par des tensions nationalistes très violentes. Tels sont les trois constats que l'on peut faire.

un pays pauvre

La pauvreté peut être analysée comme un phénomène économique global. Il est vrai que le chômage atteint un niveau record : 1,650 millions de sans emplois (6,8 % de la population). Il est vrai que le pouvoir d'achat a baissé de 50 % durant les quatre dernières années. Ce sont les faits globaux. Mais la pauvreté se constate aussi au niveau de la vie individuelle : les voitures vieillissent, on ne mange plus de viande aussi souvent (surtout le bœuf), les fruits sont trop chers, les maisons individuelles sont moins bien entretenues. De petits signes quotidiens pullulent qui démontrent l'appauvrissement de la population : cela ne touche pas seulement la classe ouvrière mais aussi la classe moyenne.

Orwell disait : « j'ai eu une éducation de classe moyenne et j'ai un revenu d'ouvrier. A quelle classe suis-je sensé appartenir ? ». Ceci semble plus vrai que jamais. L'amertume pré-

domine. Discutez avec des enseignants ou des employés : ils vous parleront de la déchéance britannique. Le lion britannique n'est plus le centre du monde. Il n'est plus que l'assisté de l'Europe ! Trois ans et demi de gouvernement travailliste ont créé ce climat de désenchantement. Le maître mot est « cuts » (réductions). Les travaillistes ont abdicé devant le chômage : c'est l'impression qui domine.

un pays sur la voie de l'intolérance ?

Ce n'est pas sans surprise qu'on voit sur les murs les graffitis *bombés* par le Front national, mouvement d'extrême droite qui développe une intense propagande raciste. Encore, ne s'agit-il là que d'un groupuscule. Plus inquiétante : l'éclosion d'allusions racistes dans les conversations courantes y compris au sein de la « working class ». Des élections partielles lors de notre séjour ont vu des affrontements violents entre le Front national et des manifestants de couleur. Les festivals de music « reggae » (originaire de la Jamaïque) sont des catalyseurs de violence où la moindre provocation déchaîne des bagarres redoutables : plus de 400 blessés au récent festival de Notting-Hill. La police (dont la traditionnelle non-violence cède le pas à une attitude répressive de plus en plus ferme) est utilisée avec une fréquence accrue. A quoi attribuer cette montée d'intolérance si contraire à la tradition sociale britannique ?

Les « gens de couleur » servent de bouc émissaire pour expliquer le chômage. Stratégie classique de la droite. Londres seule compte deux millions d'immigrés, dont un demi-million d'Antillais issus des West-Indies : or un sur deux est chômeur. De plus, le système éducatif britannique n'a pas réussi à donner une formation aux jeunes immigrés. Sous-éduqués, ils n'ont rien à perdre. Ceci accroît les tensions sociales et explique peut-être certaines émeutes. Le phénomène racial s'imbrique en ce moment à la lutte des classes comme jamais auparavant dans ce pays. La



responsabilité du syndicat (TUC) et du Parti travailliste est grande pour éviter l'accroissement de l'intolérance. A dire vrai, on ne voit aucun effort en ce sens. Ceci semble grave pour l'avenir.

le mal irlandais...

De l'Irlande, on parle peu avec les Anglais, et mal. Sont-ils mal à l'aise, comme l'étaient, il y a peu, certains Français qu'on interpellait sur l'Algérie ? Un certain mépris pour l'Irlandais aussi perce parfois, comme chez nous autrefois, pour le « bougnoul ». On trouve aussi des partisans de la manière forte : « *Liquidons-les tous* », catholiques et protestants dans le même sac... En fait, l'affaire irlandaise a créé une psychose de l'attentat à la bombe. Pour sécuriser la population, l'armée anglaise est devenue essentiellement une force de maintien de l'ordre : cela coïncidant d'ailleurs avec la baisse du rôle militaire de l'Angleterre dans le monde et aussi dans le Commonwealth. Bref, l'Irlande a servi de prétexte et de terrain de manœuvre à la transformation de l'armée en police civile. Ceci est grave aussi : la population s'y est familiarisée. Cela renforce incontestablement un appareil d'Etat qui de tout temps n'avait pas une vocation aussi clairement répressive que celle de la France ou de la RFA notamment.

... et l'épine écossaise

Autre épine dans le corps britannique : le fait national écossais, de plus en plus insistant. Le Parti nationaliste écossais gagne en vigueur même si sa confusion reste grande. Il s'appuie sur l'exploitation prochaine du pétrole de la mer du Nord pour réclamer l'indépendance. Les débats sur les « lois de dévolution » ont été difficiles : un statut d'autonomie régionale semble

possible (qui sera aussi accordé au Pays de Galles). Cela ne satisfera pas le Parti écossais mais son caractère transclassiste et ses contradictions politiques internes ne lui permettront pas semble-t-il d'obtenir plus de concessions du pouvoir central. Le parti travailliste ne veut pas être jugé responsable d'un éclatement du Royaume. Le voyage de la reine en Irlande correspond à la même préoccupation. Il n'en reste pas moins que le fait nationalitaire est l'occasion d'une prise de conscience dont la profondeur étonne. Il remet aussi en cause le système bi-partite national et traditionnel. La revendication du scrutin proportionnel revient à l'ordre du jour et ceci est directement lié aux tendances centrifuges qui se font jour.

sont-ils seulement « travaillistes » ?

Paupérisation, racisme et nationalisme : c'est la toile de fond du « jeu politique ». Le gouvernement Callaghan est rassuré : le pacte « lib-lab » (travaillistes-libéraux) est reconduit. Le petit parti libéral, soutiendra les mesures gouvernementales. On se demande parfois, en écoutant Callaghan exprimer sa « déception » devant la montée du chômage, si on a encore affaire à un gouvernement travailliste ! La social-démocratie connaît une évolution bourgeoise apparemment irréversible. C'est le même mouvement que celui de Schmidt et du SPD en RFA.

On revient inquiet d'Angleterre... Heureusement qu'ils sont anti-européens ! Mais sur des bases tellement différentes des nôtres qu'on se demande s'ils envisagent autre chose qu'un repli insulaire !

Décidément il ne leur reste que la reine. C'était le Jubilé, sachiez-vous ? Félicitations, M. Smith !

Alain CHATAIGNIER ■

bloc-notes

Le 16 septembre 1977, des délégations de personnalités et des délégués d'associations ont fait des démarches auprès des représentants diplomatiques de la Bolivie en Allemagne fédérale, en Norvège, en Suède, au Mexique et en France pour demander la libération de quatre dirigeants de l'opposition bolivienne emprisonnés, sans jugement, depuis plus d'un an. Le général Hugo Banzer, président de la République bolivienne avait émis la possibilité de les libérer sous condition qu'ils émigrent en Europe. Antonio Peredo a reçu l'asile et un billet d'avion pour la République fédérale allemande et le Mexique ; Victor Flores pour la Norvège ; Edwin Guachalle et Edmir Espinoza Cortes pour la France et probablement la Suède. Une réponse des autorités boliviennes est maintenant attendue.

Parmi les membres des délégations, on notait Claude Bourdet, Georges Casalis, maître Jean-Jacques de Félice ainsi que les représentants de plusieurs organisations. ■

les armes de la critique

S.F. business

Norman SPINRAD, *Jack Barron et l'éternité*, Paris, Laffont, 367 p., coll. « Ailleurs et demain », 25 F.

Croyez-vous vraiment que la TV ne soit là que pour nous amuser quand elle nous offre de longs shows pleins de paillettes et de chansons d'amour? Croyez-vous que les responsables des programmes soient vraiment des fanatiques de Michel Sardou et des séries américaines? Vous n'y croyez pas? Alors imaginez un peu ce qui se passerait si les politiciens décidaient de se servir du petit écran pour gagner les élections, faire pencher l'opinion publique pour eux, faire voter massivement la peine de mort ou la guerre atomique... Qu'est-ce que vous dites? Que c'est déjà ce qui se passe?

Alors vous avez gagné. C'est vrai, le show-business est une jolie pilule multicolore que les téléspectateurs avalent goulûment parce que c'est sucré et que ça repose après le boulot. Un seul auteur de SF a vraiment poussé cette analyse à son terme

pour construire une immense fresque de la société américaine dans un futur proche, où il explique le pouvoir énorme de celui qui tient le petit écran: Norman Spinrad, dans *Jack Barron et l'éternité*.

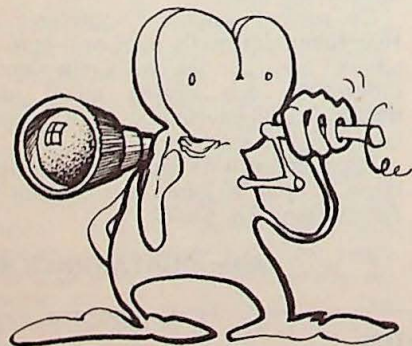
les Noirs exclus de l'immortalité

D'un côté, *Howards, l'homme le plus riche des Etats-Unis — qui possède le pétrole et brigue, à travers sa « Fondation pour l'immortalité humaine », la domination suprême: le pouvoir de vie et de mort sur tous les habitants du pays. De l'autre, une grande gueule qui fait frémir les téléspectateurs chaque fois qu'il apparaît dans son émission hebdomadaire « Faites suer Jack Barron », où il prend la défense des miséreux et des opprimés. Il sait, d'ailleurs, qu'il n'est qu'une soupape de sécurité indispensable au gouvernement, qui*

l'année Hitler ?

« Renaissance » du phénomène nazi? Non, « relecture » nous dit-on des années 33-45. Relecture objective? C'est impossible. Alors ?

Alors, c'est grave. A travers la littérature comme à travers le cinéma et, moins souvent, le théâtre, Hitler joue les super stars. Cette explosion soudaine de « documents d'époque »,



cette seconde naissance du cinéma de l'Allemagne hitlérienne voudrait donner à voir le véritable profil d'une époque condamnée. Mais dans les sentiments troubles qu'elle suscite, la fascination joue avec la nostalgie et, inévitablement, gagne la partie.

De films largement au-dessus de tout soupçon, comme *Ne laissons pas les morts enterrer les morts* — un film de montage israélien présenté à Cannes — jusqu'au tristement célèbre *Hitler, une carrière* — véritable œuvre de réhabilitation présentée par la RFA au festival de Berlin et refusée

par la France (jusqu'à quand? Il y a de l'argent à gagner!) nous disposons actuellement d'un véritable éventail de documentaires de tous poils. Comme tous les films de montage, ces films — et principalement le *Swastika* de Philippe Mora — ont le défaut d'être répétitifs, bavards et confus.

Ce dernier film se présente comme « une œuvre d'une authenticité absolue ». C'est André Castelot qui le dit. Réalisé à partir d'archives inconnues (des films tournés par Eva Braun, quelques hauts dignitaires du III^e Reich et, peut-être, Hitler lui-même) *Swastika* nous plonge dans la vie privée du Führer.

Longs plans fixes sur le drapeau à croix gammée, les défilés et les noirs uniformes des SS en rang pour la parade, papotage entre bourreaux et gretchen, rires du Führer, galipettes d'Eva Braun, franche camaraderie des membres du gouvernement... Sans doute ce sont là de terribles plans d'accusation destinés à accentuer l'horreur de ce qui n'est pas montré, et que nous connaissons? Mais justement, ce n'est pas montré.

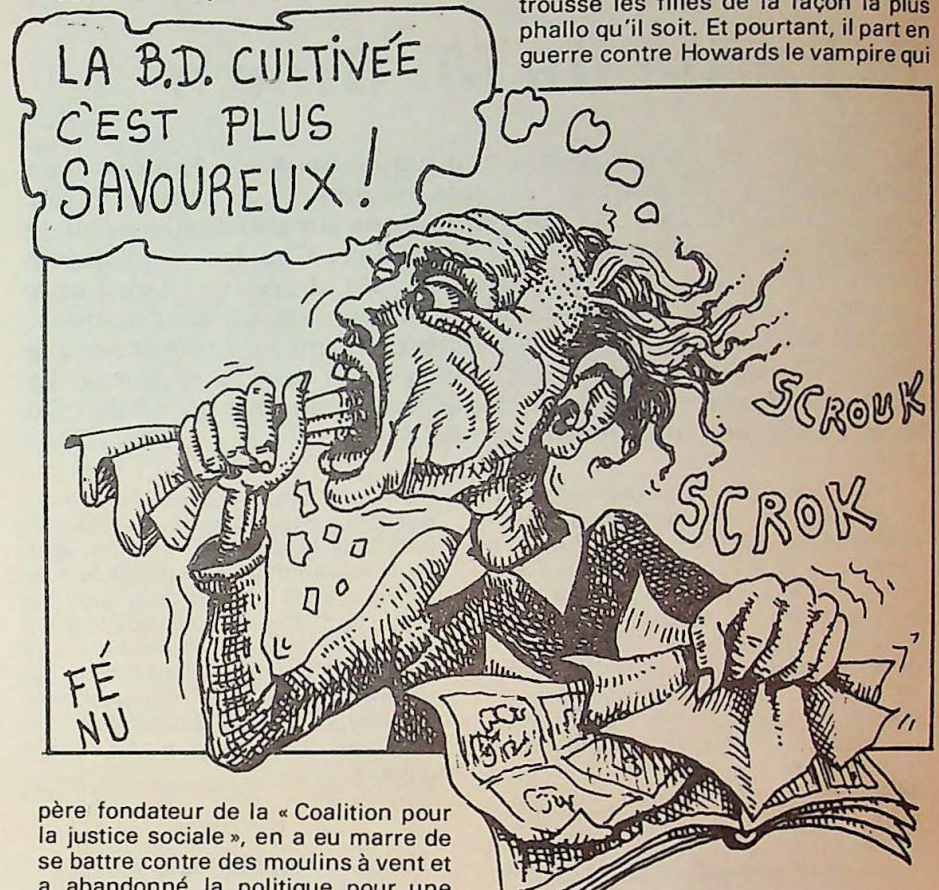
Honnêtes, ces visions roses d'une Histoire noire? On y gagne trop de fric pour que les bonnes intentions fassent oublier l'enfer.

Fabian GASTELLIER ■

donne l'impression aux masses que chacun est libre de s'exprimer et d'exposer ses griefs en public. Du bon show-business pour canaliser les instincts de révolte des plus mal lotis, surtout les Noirs.

Jack Barron, jadis actif militant et

Howards, et nous apprend au passage comment on manipule l'information. Une vraie leçon particulière de magouillage télévisé. De là vient une des forces du livre: Jack Barron n'est pas un petit saint lui non plus. Il aime le fric, a le goût du pouvoir et trousse les filles de la façon la plus phallo qu'il soit. Et pourtant, il part en guerre contre Howards le vampire qui



père fondateur de la « Coalition pour la justice sociale », en a eu marre de se battre contre des moulins à vent et a abandonné la politique pour une émission de TV. Mais il est bien forcé d'admettre, quand il met le doigt sur les bizarres affaires d'Howards, que la TV c'est de la politique à temps complet. Alors, malgré lui, il retourne à la bagarre: Howards a fait mettre au point par ses savants personnels un procédé d'hibernation qui sauvera la vie à ceux qui s'y abandonnent. Cela semble parfaitement humaniste et sympa. Mais seuls les riches ont accès aux hibernateurs, et surtout pas les Noirs. D'où la chanson désabusée qu'on entend dans les ghettos: « Si tu es Blanc, tu vis éternellement; si tu es Noir, quand tu t'en cas, plus d'espoir... » Norman Spinrad met en évidence une inégalité permanente des sociétés occidentales, la santé est une affaire de gros sous. La science n'est pas neutre, mais au service des riches.

Ecoutez la suite: fort de ses énormes bénéfices (les morts, ça ne mange pas beaucoup), Howards a financé des recherches sur la vie éternelle, et l'a découverte. Seul ennui: pour fabriquer son sérum d'immortalité, il a besoin de petits enfants noirs qu'il fait irradier dans ses laboratoires secrets. Seules certaines glandes radioactives donnent, une fois greffées sur le receveur, la vie éternelle. Bien sûr, entre temps, les petits enfants sont morts rongés par l'atome. C'est ce qu'on appelle sans doute: énergie nucléaire pacifique.

les « camés du pouvoir »

Jack Barron se sert de son émission pour lutter contre le monstre

cherche à faire légaliser et privatiser l'immortalité, en distribuant de larges pots de vin aux politiciens véreux.

Jack Barron et l'éternité (1), un livre énorme qui décortique en détails la toute puissance du show-business et dresse, par caméras et micros interposés, un tableau saisissant de l'Amérique de demain... ou d'aujourd'hui. Un pays où les responsables, « camés du pouvoir », se conduisent comme « s'ils étaient chargés du matin au soir. » Où les ghettos noirs sont d'énormes furoncles sur l'opulence blanche. Un pays où la TV donne à une vedette du show biz la possibilité de devenir président, imaginez, en France, Léon Zitronne à l'Elysée. Une belle rigolade!

Bernard BLANC ■

(1) L'ouvrage connaîtra une édition dans la coll. de poche « J'ai lu » au cours du second semestre 1978.

le langage exigeant de la révolution

Jamil Almansour Haddad, *Avis aux navigateurs*, Paris, Maspéro, 1977, coll. « Voix », 310 pages, 55 F.

Jamil Almansour Haddad est un poète brésilien, d'origine arabe, converti à l'islam... et à la révolution marxiste; il est de plus médecin psychiatre et a construit son livre (1) à l'image du Coran, en le divisant en « sourates » (chapitres du Coran).

Ce livre lui ressemble, par la complexité des cultures qui s'y superposent, chaque poème mêlant des lan-

points de vue

Ce n'était déjà pas fameux, mais ça a bien failli foirer pour de bon, ce mercredi 15 septembre... Pensez donc ! Le jour-même où Jean-Marie Cavada fait sa rentrée avec un nouveau magazine sur Antenne 2, on donne Fabre et Marchais sur TF 1... Cependant, à un poil près, on a pu s'offrir les deux festivals.

Un homme, un jour : ce nouveau magazine vient donc remplacer la série des *C'est-à-dire* dans la carrière sinieuse de Cavada. Et ce soir-là, pardon ! Quel homme et quel jour ! Cette vieille ganache de Bigeard venait jouer son grand air de Diên-Biên-Phû.

Très vite, cela tourne au cirque, au grand guignol, mené d'ailleurs à un train d'enfer par l'animateur, verbeux, racoleur, occupé surtout à nous fourguer son texte, à manipuler ses gadgets, à faire valser son monde d'un bout à l'autre du plateau...

Par son style de bateleur, jouant à fond sur la dramatisation, l'anecdote, le pittoresque, Cavada en arrive à aplatir tous les faits, à leur faire perdre toutes perspectives : il transforme

sa leçon d'Histoire en un grand jeu télévisé fébrile et vain.

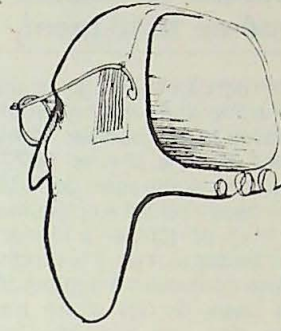
Pourtant, le principe de l'émission, s'il n'est pas nouveau, n'est pas sot : restituer avec ses acteurs et ses témoins un événement qui a marqué d'une façon ou d'une autre notre époque.

Pour ce faire, on recourt à des montages de films, à des témoignages en direct, à des démonstrations à la carte ou au tableau noir, à des saynettes (franchement grotesques !), à un simulacre de « tribunal de l'Histoire » où sont sensés s'affronter « témoins à charge » et « témoins de la défense »...

Et Bigeard ? Ben, Bigeard, il a été égal à lui-même : fort en gueule, le stick à la main, « gabinisant » à

outrance (« Alors, mon chef me dit : Bruno, faut sauter avec les p'tits gars... Alors, je réunis mes gars et j'leur dis... », etc.). On a eu droit à quelques couplets bien sentis sur la défense de l'Occident, le sens de l'honneur, l'obéissance, le « sang gaulois », et tout le tremblement.

Cela, pour raconter comment quel-



ques 13 000 hommes (« mais 4 500 seulement de race blanche », précisera Bigeard) se sont faits piéger comme des rats sur initiative de l'état-major ; comment l'empire colonial français s'en est trouvé ébranlé jusqu'au fondement.

Le manège a duré plus d'une heure : on en est sorti épuisé, floué, écéuré...

Par contre, bonne surprise vendredi sur TF1 *Au théâtre ce soir*. Au lieu des polissonneries habituelles, des criaileries boulevardières, Sabbagh nous a proposé une pièce américaine de Quentin et Bellak : Foot-

gages très différents : références à la science, à l'histoire, à la philosophie, à l'actualité du monde entier, notes abondantes en bas de page, langue poétique d'une très grande beauté. L'intention de l'auteur est moins de réaliser une sorte d'encyclopédie que d'ancrer le chant dans la réalité qui le rend nécessaire et juste. D'ailleurs l'ouvrage trouve constamment son unité dans le thème de la Révolution et dans la figure, mainte fois évoquée, du « Che » : une telle poésie est d'emblée politique, car ce sont des faits réels qui la déclenchent, et les images multiples de l'oppression, de la révolte défilent sous l'éclairage cru des témoignages ou de l'histoire ; le chant les accompagne pour les déployer, sans jamais les recouvrir pour les exploiter littérairement. Il faut donc se réjouir de cette multiplication des voix du poème, y lire le signe d'un constant respect des mots devant la souffrance et les luttes. La première réussite de Haddad est de ne plus faire rimer « poésie » avec « mensonge » :

« Quel est le mois des fleurs ?
N'importe que naissent les glaieuls.
Il est printemps dès que nous supprimons la censure,
dès que Pinochet meurt,
dès que Fraenkel renverse la colonne Vendôme
et Staline à Budapest et Prague,
tandis que la statue de la Liberté
est une jeune femme qui attend le viol nécessaire. »

L'œuvre de Haddad est frappé d'interdiction dans son pays, le Brésil.

J.-F. MATHE ■

la France et ses tabous

François de Closets, *la France et ses mensonges*, Paris, Denoël, 1977, 368 p., 45 F.

A lire François de Closets, les Français ont peur de tout : peur de la crise, peur de la pollution, peur de la violence, peur de l'avenir. Ils ont peur alors qu'ils ne sont menacés par rien d'autre que leurs mensonges. Tout n'est qu'un problème de vérité. La France est donc malade de ses tabous : le tabou de Concorde que tout le monde loue et admire en sachant qu'il est une gigantesque erreur, le tabou de l'alcoolisme, le tabou du chômage chez les sans emploi, le tabou du maoïsme chez les intellectuels de gauche et de droite, le tabou du stalinisme chez les membres du PCF.

Bref, pour l'auteur, le tabou mène à tout, même aux pires banalités ; mieux, aux plus regrettables oublis. Ecrire par exemple : « je cherche en vain une revue, un journal, qui aient eu jusqu'ici le courage à Paris de commencer à dire la vérité sur ce qu'a été la grande révolution culturelle, sur ce qu'est le régime maoïste, en se plaçant, bien sûr, pour ce faire, à un autre point de vue que celui des gardiens de l'ordre capitaliste... » c'est omettre, ou plus grave ne pas savoir, que *Tribune socialiste* s'est interrogée, dès avant que la mode fût aux pittoresques chinoïseries, sur les sens et non sens de la « grande révolution culturelle » (2).

Secouez ce qui a été écrit de pertinent ou dans le vent sur tous les pro-

blèmes du *Mal français* dont de Closets partage précisément nombre d'analyses, de la violence, de la société bloquée, de la sexualité, de la fraude fiscale, du corporatisme, du droit à l'emploi, de l'omnipotence et présence de l'Etat, de l'alcoolisme et j'en oublie, ajoutez-y un zeste d'anti-conformisme de bon aloi et vous obtenez *La France des mensonges*. L'essentiel est que cela se vende. Et ça se vend fort bien. Pas loin de 200 000 exemplaires d'après la publicité de l'éditeur.

Il n'est pas de sujet étranger à notre auteur qui tranche de tout, assène sa vérité à propos de tout, bref disserte de tout et de rien : même le problème de la mort nous vaut quelques paragraphes bien sentis.

Cependant, après avoir digéré ce monument, je n'ai pu m'empêcher de songer à la pertinence de certaines de ses interrogations. Notamment quand de Closets déclare : « paraphrasant Alceste, je dirai que c'est [...] se moquer des gens que de parler de tout pour ne rien dire de l'essentiel... ».

La France des mensonges, sûrement un livre de chevet pour tous les candidats à l'Ecole nationale d'administration.

Michel ETIENNE ■

(2) Cf. TS n° 643, février 1975, « Hier la Chine » de François Turquan qui concluait en constatant que « la révolution culturelle a surtout permis à de nombreux travailleurs et étudiants de se faire tuer parfois pour économiisme, parfois pour aventurisme, pour défendre ou abattre le révisionnisme, toujours pour appliquer la géniale pensée Mao Tsé-toung... un bien beau bilan ».

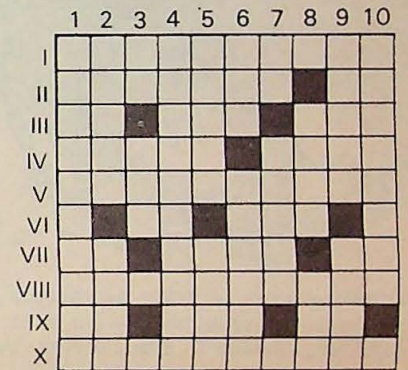
Ball. Située à l'époque du maccarthysme, elle montrait en un langage direct, sans nuances superflues, comment le fascisme peut surgir du quotidien, par exemple dans une université, une ville bien-pensantes... Du bon théâtre qu'on dit « populaire ».

Et puis samedi, on a entr'aperçu au passage Bouvard, et Chazot, et Le Luron, et Distel, Et Matthieu... La télé d'y a cinq, dix, vingt ans. C'est pas possible ! Faut faire quèqu'chose !

René LANARCHE ■

les mots croisés de TS

Problème n° 31



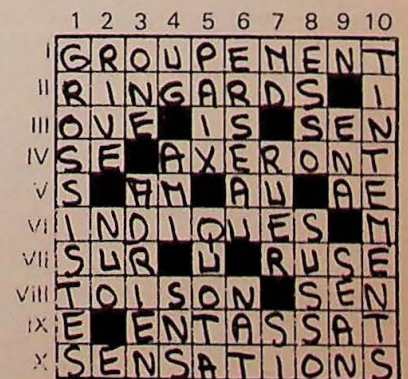
Horizontalement :

I. Ne bougent pas forcément ! II. Encore un coup de centrale - Note. III. Possessif - Où on va finir par capter radio Alice (abrév.) - Un bain à Londres. IV. Fait du bruit dans Landerneau - Ainsi allait (peut-être) Caïn ! V. Ferait un travail de repassage. VI. Voyelle doublée - Relève. VII. Fait la chèvre - Se fait remarquer - Lettres de frontons ! VIII. Longues à attendre et à atteindre. IX. Article étranger - Un cri perturbé - Phonétiquement : quand Ducaud-Bourget dit bonsoir à Marie. X. N'aiment pas prendre contact.

Verticalement :

1. Purées. 2. Elle fait causer - Avec lui la religion c'était du vent. 3. Biblique - Fait l'œuf. 4. N'ont pas bonne réputation ! 5. Des paradis - Enlevai. 6. Résiste au Chili - Poursuivait. 7. Dans le réel - Inventai. 8. Fût adoré au Moyen-Orient - De bas en haut : de l'osier pour du blé. 9. Trompé - Du travail pour Sigmund. 10. Du calme. ■

Solution du n° 30

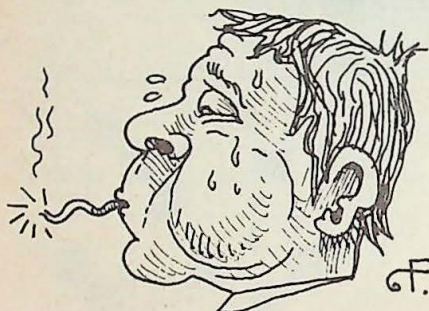


courrier des lecteurs

des chiffres et des lettres

Monsieur le Directeur,
Dans le n° 735 de *Tribune socialiste*, daté des 24-30 mars 1977, vous avez fait paraître un article intitulé « Six mois de plan Barre : un triste bilan », de Michel Camouis.

Dans cet article, à propos de l'évolution des prix, Michel Camouis écrit : « En janvier en effet a été appliqué le « lissage » des prix de certains fruits et légumes frais alors en forte augmentation... La pratique du lissage a été introduite en octobre dernier. Elle consiste à étaler sur l'année les variations de prix les plus importantes dans le calcul de l'indice. Ceci



constitue une véritable escroquerie, escroquerie dénoncée par les syndicats et certaines associations de consommateurs. Le gouvernement se défend en rappelant que cette pratique est également valable en cas de baisse des prix. Or, des baisses de prix, il n'en apparaît pas souvent. »

le lissage, depuis 20 ans...

Je suis dans l'obligation de relever une erreur. L'utilisation d'une moyenne mobile pour l'indice partiel des fruits et légumes, dite « lissage », ne date pas d'octobre dernier mais de vingt ans. Les fruits et légumes ont été retenus dans un indice général des prix de détail pour la première fois en 1957, lors de la mise en place de l'indice dit des « 250 articles ». C'est à cette époque même qu'il a été décidé de retenir le procédé de la moyenne mobile pour cette catégorie de produits, ainsi que vous pourrez le constater dans « Description et méthodes d'élaboration du nouvel indice d'ensemble des prix de détail dans l'agglomération parisienne (250 articles — base 100 pour la période 1^{er} juillet 1956 — 30 juin 1957) — Etudes statistiques n° 4 — octobre-décembre 1957 ».

Vous pourrez lire dans cet article « Quelques règles spéciales ont été adoptées pour le calcul de quelques indices particuliers : constitution de paniers mensuels de fruits et légumes frais adaptés aux productions saisonnières et emploi d'une moyenne mobile sur douze mois pour étaler dans le temps les mouvements accidentels de prix de ces produits... » (p. 89); et encore : « Pour éviter que l'introduction des fruits et légumes frais de l'indice officiel soit une cause d'instabilité, à la cadence mensuelle, on utilise une moyenne mobile sur 12 mois. Ainsi un cycle saisonnier

complet est pris en considération chaque mois et l'indice retenu marque bien la tendance générale des prix des fruits et légumes, les variations accidentelles portant sur un ou plusieurs produits se trouvant diluées dans le dépense globale d'un vaste panier annuel. »

hausse ou baisse : même traitement

D'autre part il est bien exact que ce procédé traite de façon systématique les hausses et les baisses. Ainsi de décembre 1976 à janvier 1977, les légumes ont augmenté de 18 % et l'indice « lissé » relatif aux légumes de 4,3 %; mais de janvier à février, les légumes baissaient de 3 % tandis que leur indice continuait à augmenter de 3 %. Et dans le cas d'une hausse continue des prix sur une longue période, le « lissage » conduit à enregistrer avec retard aussi bien les décélérations que les accélérations de la hausse.

D'ailleurs le fait d'utiliser pour les fruits et légumes une moyenne mobile retardée, par la force des choses, de six mois, n'affecte pas sensiblement les variations de l'indice d'ensemble sur des périodes assez longues. Pour s'en convaincre on peut faire rétrospectivement le calcul suivant : pour un mois donné, on recalcule l'indice général des prix en utilisant pour les fruits et légumes la moyenne mobile de la période d'un an centrée sur ce mois au lieu de la moyenne mobile de la période d'un an s'achevant ce mois. On constate

alors que depuis 1970 le maximum de l'écart entre les hausses annuelles de l'indice d'ensemble publié et les hausses correspondantes de l'indice ainsi recalculé est de 0,4 point. Mais, le plus souvent l'écart est moindre et il est tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre.

Dans la deuxième partie de son article, Michel Camouis évoque les statistiques relatives au chômage : « Officiellement, il y a 1 055 000 chômeurs au 28 février dernier (1 449 000 si l'on applique les normes, plus près de la réalité, fixées par le Bureau international du travail. »

chômeurs : moins du million

L'INSEE, qui utilise depuis 1975 la définition du BIT dans ses enquêtes sur l'emploi, n'observe pas un tel écart entre le nombre de chômeurs selon cette définition et le nombre de demandeurs en fin de mois (DEFM) établi par l'Agence nationale pour l'emploi. Lors de l'enquête sur l'emploi de mars 1976, le nombre de chômeurs au sens du BIT a été établi par l'INSEE à 992 000 (cf. Collections de l'INSEE — Série D — n° 48 — pages 60 à 63); à la même époque le nombre de DEFM était de 938 200. Pour l'ensemble de l'année 1976, le nombre moyen de chômeurs au sens du BIT a été estimé par l'INSEE à 992 600 alors que le nombre moyen de DEFM a été de 953 500...

E. MALINVAUD,
directeur de l'INSEE ■

entre le Coran et la cocarde corse...

Dans deux articles du n° 752 de *TS*, l'absence de toute appréciation critique de la part de la rédaction me paraît très regrettable car ce qui est dit peut passer pour le point de vue du PSU.

Le premier article est « Libye, huit ans après » (p. 13) où il est dit : « La nouvelle Constitution stipule également que le Coran est érigé en loi de société... ». Défendre le régime libyen contre les agressions extérieures, c'est juste. Mais admettre sans broncher une décision aussi réactionnaire me paraît proprement inadmissible.

Le deuxième article que j'incrimine est un passage de l'interview de Lucien Alfonsi en p. 10 et 12, celui qui concerne « Le recensement qualitatif (!) et quantitatif du peuple corse » et l'attribution d'un document d'identité corse. Nous pouvons, nous devons soutenir les justes revendications du peuple corse mais il est impossible de laisser dire n'importe quoi sans réagir. Le mot « nationalitaire » a été inventé pour éviter d'utiliser le mot « nationaliste » trop chargé d'un passé réactionnaire, cocardier et chauvin. Or, j'estime que cet objectif de l'UPC est proprement nationaliste, cocardier et chauvin. Nous avons le devoir de nous en démarquer.

A. PONCHEL (Sens) ■

un bon outil de travail... invendable

Il me semble que pour des sympathisants n'étant pas encore tout à fait clairs politiquement, *TS* paraît beaucoup trop dense et incompréhensible. Ceci, aussi bien au niveau de son contenu que de la forme des articles.

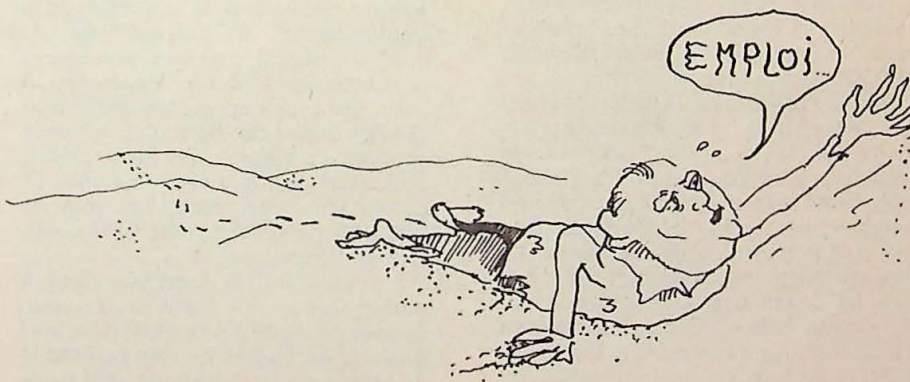
J'avoue que j'ai reçu *TS* pendant un an et c'est seulement maintenant que je commence à le lire. C'est peut-être à cause de ces problèmes-là que *TS* a tant de difficultés pour se populariser et surtout survivre.

Par contre, je pense que *TS* est un très bon outil de travail pour des militants car il apporte un certain nombre de précisions grâce aux dossiers. Si je me permets de vous faire ces remarques, ce n'est absolument pas une attaque, mais simplement des remarques qui sont ressenties



par beaucoup et malheureusement peu souvent exprimées. J'espère qu'à l'avenir *TS* deviendra plus vendable sur la place publique, c'est-à-dire qu'il sera un peu « démocratisé » quand ce ne serait que par son vocabulaire.

Hélène GREGOIRE (Nancy) ■



ABONNEZ-VOUS A TRIBUNE SOCIALISTE

Bulletin d'abonnement
à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal Ville

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).

Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris.
CB

(1) Rayer les mentions inutiles. 130 F (1 an); 70 F (6 mois).